

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	62	18

N° de la séance : 01

Objet de la délibération : Service des
Assemblées - Procès verbal de la séance
du 12 avril 2021 - Approbation

☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2021.072

Date de la convocation :
Le 29/06/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage **09 JUL. 2021**
en date du

de la réception s/Préfecture
en date du **09 JUL. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 05 juillet 2021

L'an deux mil vingt et un et le 05 juillet à 14h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Geneviève PIERRAT, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Tanguy CORNEC, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Marie-Rose BENASSAYAG, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Marie ANASSE à Christophe FONCK, Simone TORRES-FORET DODELIN à Alexia MISSANA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Catherine LANZA à Eric CHALVIN, Marc BORIOSI à Jean LEONETTI, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Christophe ETORE, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Khéra BADAOU, HUGUENIN VUILLEMIN

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Je vous invite à vous prononcer sur le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 12 avril 2021.

Je vous propose d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 12 avril 2021.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 12 avril 2021.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 05 juillet 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 12 AVRIL 2021

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF,
CIPIERES, LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON,
GREOLIERES, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, LA ROQUE EN PROVENCE, LE ROURET, SAINT-PAUL-DE-
VENCE, TOURRETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS GOLFE-JUAN, VILLENEUVE-LOUBET

La séance est ouverte à 16 h 14.

Le conseil communautaire s'est réuni le douze avril deux mille vingt et un, en séance publique, Espaces du Fort Carré, avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire de la ville d'ANTIBES.

Monsieur le Président.- Mes chers collègues, nous allons commencer la séance par l'appel nominal habituel.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Tanguy CORNEC, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Marie-Rose BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, Eric DUPLAY à Serge AMAR, Martine SAVALLI à Anne-Marie BOUSQUET, Alain BERNARD à Marika ROMAN, Delphine CAROSI à François WYSZKOWSKI

ABSENTS :

Frédéric POMA, Simone TORRES-FORET DODELIN, Christophe ETORE, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Khéra BADAOU HUGUENIN VUILLEMIN

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, fonctions qu'elle a acceptées.

Ordre du Jour

1. Procès-verbal de la séance du 22 février 2021 - Approbation
2. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau Communautaire
3. SPL Théâtre Communautaire d'Antibes - Modification du représentant
4. Commission Habitat - Cohésion sociale - Politique de la Ville - Modification de la représentation de La Colle-sur-Loup
5. Plan de relance - Dispositif de contractualisation financière - Délégation du Conseil Communautaire au Bureau Communautaire
6. Convention Habitat à caractère Multisites n°2 à intervenir avec l'EPF PACA - Avenant n°4
7. Lutte contre les violences conjugales - Centre régional de Prise en Charge des Auteurs de violences conjugales - Convention de partenariat
8. Lutte contre les violences conjugales - Protocoles de prise en charge spécifique des victimes étrangères et des victimes de violences sexuelles
9. Convention-cadre portant coopération entre la CASA et la commune de Vallauris Golfe-Juan pour l'accompagnement de la jeunesse - Renouvellement
10. Qualité de l'air - Plan de Protection de l'Atmosphère - Délégation au Bureau Communautaire
11. Contrat de Délégation de Service Public de distribution d'eau potable sur le territoire de la Commune de Opio - Avenant n°10
12. Compétence assainissement des eaux usées - Procès-verbal de transfert avec la commune de Vallauris - Avenant n°1
13. Régie Autonome chargée de la gestion du service d'Assainissement des Eaux Usées sur une partie du territoire de la CASA - Réorganisation - Avis sur la désignation du Directeur
14. Syndicat Mixte fermé de la station d'épuration de Cagnes sur Mer (SYMISCA) - Modification des statuts
15. Médiathèque communautaire Albert Camus - Actions culturelles communes avec l'Office de Tourisme et des Congrès d'Antibes Juan-les-Pins - Convention de partenariat
16. Budget Principal - Budget Primitif de l'année 2021
17. Budget de la Régie à Autonomie Financière des Transports - Budget Primitif de l'année 2021
18. Budget de la Régie à Autonomie Financière de l'Office de Tourisme Intercommunal - Budget Primitif de l'année 2021
19. Budget de la Régie à Autonomie Financière "Eau" - Budget Primitif de l'année 2021
20. Budget de la Régie à Autonomie Financière "Assainissement" - Budget Primitif de l'année 2021
21. Budget Annexe "Aménagement des Parcs d'Activité" - Budget Primitif de l'année 2021
22. Budget Annexe "Assainissement - Activités Déléguées" - Budget Primitif de l'année 2021
23. Budget Annexe "Eau - Activités Déléguées" - Budget Primitif de l'année 2021
24. Budget Annexe "GeMAPI" - Budget Primitif de l'année 2021
25. Budget Annexe "Théâtre Communautaire d'Antibes" - Budget Primitif de l'année 2021
26. Budget Annexe des Pépinières - Budget Primitif de l'année 2021
27. Dotation de Solidarité Communautaire de l'année 2021
28. Détermination des taux de fiscalité directe locale pour l'année 2021
29. Substitution de la CASA à ses Communes membres pour le prélèvement du Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)
30. Comité de Suivi du Nouveau Réseau de Proximité des Finances Publiques - Désignation d'un représentant
31. Ajustement du tableau des effectifs
32. Mise à disposition partielle du Directeur Général Adjoint Développement Économique et Aménagement Durable - Convention de mutualisation
33. Mise à disposition partielle du Directeur Aménagement Environnement - Convention de mutualisation

34. Mise à disposition partielle du Délégué aux Affaires Culturelles de la Direction Générale Adjointe Vie Sociale et Culturelle - Convention de mutualisation
35. Mise à disposition partielle du Délégué aux Affaires Sociales de la Direction Générale Adjointe Vie Sociale et Culturelle - Convention de mutualisation
36. RIFSEEP et répertoire des fonctions - Actualisation
37. Règlement des astreintes et indemnités - Actualisation
38. Taux de promotion pour les avancements de grade - Actualisation
39. Agriculture - AAP FEADER "Préservation du foncier agricole" pour la remise en état de friches agricoles - Nouvelle convention financière avec les communes
40. Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes - Convention-cadre 2021-2023
41. Mobilité - Accompagnement au changement de comportement - Convention de partenariat avec E3D Environnement - Avenant n°1
42. Transfert d'entretien de voiries - Convention avec Villeneuve-Loubet
43. Charte régionale zéro déchet plastique en méditerranée
44. Plan Logement d'Abord - Convention pluriannuelle d'objectif 2018-2019 avec l'État - Avenant n°2
45. Prise de délégation des aides à la pierre par la CASA pour la période 2021-2026 - Conventions avec l'État et l'Anah
46. Télépépinère Startéo - Mise à disposition d'un service pour l'entretien des abords de la Télépépinère - Convention avec la Commune de Châteauneuf
47. Services d'informatique en nuage (IAAS/PAAS) - Convention avec l'UGAP



Monsieur le Président. - Mesdames, Messieurs, mes chers collègues, on va commencer cette séance, malheureusement, par un souvenir douloureux qui est celui de Joseph LE CHAPELAIN, ancien maire de Saint-Paul-de-Vence pendant tout un mandat, qui nous a accompagnés avec sa gentillesse, sa culture, son sens de la discrétion et du service public. Il nous manque aujourd'hui. Jean-Pierre et moi pensons beaucoup à lui, comme tous les maires qui l'ont côtoyé. Je vous demande donc de faire une minute de silence en sa mémoire.

(Minute de silence)

Monsieur le Président. - Je vous remercie. Je ne voudrais pas commencer ce Conseil communautaire sans vous avoir apporté des informations concernant la situation sanitaire de la Communauté d'Agglomération. Nous aurons désormais, et c'est une très bonne chose, une à deux fois par semaine, un bilan exact des situations territoire par territoire et de la vaccination territoire par territoire. Vous le savez, la vaccination avance très logiquement sur l'ensemble du territoire des Alpes-Maritimes et Monsieur le Préfet m'a confirmé quelques éléments qui devraient calmer quelques inquiétudes : chaque territoire reçoit exactement le nombre de doses correspondant aux personnes âgées de plus de 75 ans ou de plus de 70 ans. En conséquence, aucun territoire ne vaccine plus vite qu'un autre. J'ai remercié Monsieur le Préfet de cette transparence et de cette organisation.

Par ailleurs, nous sommes aujourd'hui dans une situation où la comptabilité est un peu complexe puisque l'on vaccine dans les centres, mais on vaccine aussi par des médecins généralistes et par tous les professionnels de santé qui peuvent le faire. Aujourd'hui, on estime que les trois quarts des vaccinations sont effectués dans les centres et qu'un quart des vaccinations est effectué à l'extérieur.

Aujourd'hui, sur le centre d'Antibes qui comprend Antibes-Villeneuve-Loubet, mais sur tous les autres centres qui existent sur la Communauté d'Agglomération, nous avons des délais de rendez-vous inférieurs à une semaine, en tout cas pour les populations pour lesquelles le gouvernement a demandé qu'elles soient ciblées :

- 77 % des personnes de plus de 75 ans ont été vaccinées dans la Communauté d'Agglomération par les centres, ce qui laisse supposer que la plupart des personnes au-delà de cet âge ont pu bénéficier d'une vaccination ;

- 72 % des personnes de plus de 70 ans ont été vaccinées, ce qui laisse penser aussi que la plupart des personnes qui ont dépassé cet âge ont été vaccinées.

Il demeure donc le reste de la population pour laquelle on est à un peu moins de 50 % pour les 65/75, et dans une proportion inférieure, pour les plus de 50 ans qui ont des comorbidités. Vous avez entendu le message gouvernemental. Désormais, les personnes qui ont plus de 55 ans peuvent se faire vacciner sans comorbidités avec le petit inconvénient suivant : elles seront vaccinées avec des doses que nous n'avons pas reçues. Je m'en suis donc inquiété auprès de Monsieur le Préfet qui devrait nous donner des nouvelles dans la semaine. Cette vaccination se fera avec l'AstraZeneca. Mais le Johnson & Johnson doit arriver à partir de mi-avril et devrait, avec les avantages qu'il comporte - une seule injection, gardé au frigo normal - donner la possibilité de vacciner plus. C'est ce que nous essaierons de faire tous ensemble.

En ce qui concerne les taux de vaccination du centre principal qui est le centre d'Antibes, on sera ce soir à 24 000 personnes vaccinées en première intention, sachant que maintenant, on va avoir une grosse proportion de deuxième injections qui conféreront l'immunité totale. En tant que médecin et maire, je me réjouis que l'on accepte de reporter la deuxième injection sur le Pfizer et le Moderna. Je rappelle que je l'avais demandé il y a sept à huit semaines (deux mois) et qu'à l'époque, on considérait que ce n'était pas opportun. En décalant ainsi la deuxième injection, on gagne un à deux millions de vaccinés supplémentaires sur l'ensemble du territoire français et je pense que c'est une bonne mesure.

Voilà ce que je voulais vous dire, avec des indices que vous connaissez peut-être, mais qui sont restés un peu confidentiels et qui font qu'aujourd'hui, l'indice de la Communauté d'Agglomération est à peine au-dessus de 300, alors qu'il est bien en deçà de ce qui existe sur la région, le département des Alpes-Maritimes et l'agglomération niçoise. Le taux de positivité est à 4.7, alors que

le point culminant de la positivité sur le département et la Métropole est à 7.3. Cela veut dire qu'en dehors des Alpes d'Azur qui ont un taux de positivité légèrement inférieur à la CASA. La CASA est l'endroit dans lequel le taux de positivité est le plus bas. Il faut que l'on continue tous nos efforts à la fois, pour vacciner massivement les populations. L'hôpital et des centres de soins privés ont fait beaucoup et l'on peut donc espérer que la situation continue à s'améliorer. Chaque semaine, on publie les résultats de l'hôpital d'Antibes et vous avez pu constater qu'il y a moins de malades en réanimation, moins de malades hospitalisés. On peut donc espérer gagner la partie à plus ou moins brève échéance.

Enfin, sur l'agglomération, le taux de positivité chez les sujets de plus de 65 ans est aujourd'hui à 0,5 %, ce qui explique que l'étau se desserre sur l'hôpital et que l'on ait moins de formes graves.

Je voulais vous communiquer ces résultats qui, malheureusement, n'apparaissent pas souvent de manière aussi transparente. En tout cas, vis-à-vis des maires et vis-à-vis de l'ensemble du Conseil communautaire, je m'engage à ce que tous ces résultats hebdomadaires - que l'on obtenait jusqu'à présent avec beaucoup de difficultés, mais qui devraient être maintenant plus fluides - soient transmis à tout le monde. L'important n'est pas de vacciner le maximum dans un minimum de temps, mais de vacciner le maximum de personnes sur la durée. Dans ce domaine, comme dans le domaine de la prévention, je crois que la Communauté d'Agglomération a bien fait son travail.

Je vais passer maintenant à l'appel nominal du Conseil en ouvrant la séance.

(Il est procédé à l'appel)

Monsieur le Président. - L'appel est effectué. Le quorum est atteint. Les pouvoirs sont transmis. Ouverture de la séance. Secrétaire de séance, la plus jeune parmi nous est Alexia MISSANA qui accepte cette mission avec joie. Nous passons donc à l'examen de l'ordre du jour.

1. Procès-verbal de la séance du 22 février 2021 - Approbation

Monsieur le Président. - Dans l'ordre du jour, nous avons d'abord le procès-verbal de la séance du 21 février 2021 que je vous demande de bien vouloir approuver. Il n'y a pas de remarque particulière ? Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? La délibération est donc adoptée.

2. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau Communautaire

Monsieur le Président. - Il n'y a pas d'intervention, il n'y a pas de vote, c'est simplement une prise d'acte du compte-rendu. Je rappelle que dans ces délibérations qui sont nombreuses et prises à l'unanimité par l'ensemble des maires de la Communauté d'Agglomération, il y a une délibération qui est majeure à mes yeux et que rapportera en partie Kevin LUCIANO tout à l'heure : c'est la récupération du Mas Saint Vincent pour l'accueil des femmes battues. Donc, le Conseil prend acte.

3. SPL Théâtre Communautaire d'Antibes - Modification du représentant

Monsieur le Président. - La Haute Autorité pour la transparence de la vie publique considère que les maires et les présidents ne doivent pas siéger dans les SPL, Sociétés Publiques Locales. C'est la raison pour laquelle je me déporte de l'ensemble des SPL et vous propose comme remplaçant Monsieur Yves DAHAN au titre de la ville d'Antibes. Sur la délibération, personne n'est contre ? Pas d'abstention ?

Sur la proposition de Monsieur Yves DAHAN, y a-t-il un autre candidat ? S'il n'y a pas d'autre candidat, acceptez-vous que nous votions à main levée ?

Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? Je vous propose donc le nom de Yves DAHAN. Monsieur DAHAN, personne n'est contre ? Pas d'abstention ?

Monsieur DAHAN me remplacera donc à la SPL Théâtre Communautaire d'Antibes.

4. Commission Habitat - Cohésion sociale - Politique de la Ville - Modification de la représentation de La Colle-sur-Loup

Monsieur le Président. - La commune de La Colle-sur-Loup, en la personne de son maire, Monsieur Jean-Bernard MION, souhaite modifier sa représentation au sein de Commission. Comme ils en ont délibéré, ils nous proposent la désignation de Madame Valérie MUIA. Y a-t-il une voix contre ? Une abstention ? La délibération est donc adoptée.

Arrivée de Mme Simone TORRES FORET DODELIN.

5. Plan de relance - Dispositif de contractualisation financière - Délégation du Conseil Communautaire au Bureau Communautaire

Monsieur le Président. - Vous avez aujourd'hui une délibération sur le plan de relance, dont chacun a pu entendre parler. Le dispositif est complexe. Après avoir envisagé de faire un seul plan de relance regroupant les anciens plans avec la région, le département et l'État, le gouvernement propose finalement un certain nombre de situations segmentées.

La disposition que l'on vous propose aujourd'hui n'est pas de voter le plan de relance, car il n'est malheureusement pas encore validé par les services de l'État. Il s'agit simplement de demander au Bureau de prendre la décision lorsqu'elle sera possible. Vous l'avez bien compris, dans un souci de transparence, l'ensemble des conseillers communautaires a, sur le Bureau, l'ensemble des projets du plan de relance qui a été proposé par l'ensemble des maires de la Communauté d'Agglomération et la Communauté d'Agglomération elle-même.

Ainsi, après en avoir délibéré ensemble, nous avons proposé à l'État la possibilité d'octroyer une aide dans le cadre de ce plan de relance. Nous avons envisagé qu'on le vote aujourd'hui ensemble. Compte tenu du fait que le plan de relance avec le département - qui ne s'appelle pas « plan de relance », mais « contrat de territoire » - était validé, on aurait pu valider aussi le plan de relance avec l'État et la région. Malheureusement, le jeudi 8 avril, l'État a préféré attendre pour valider l'engagement de la région dans ce domaine. Dans la mesure où il y a une parité entre la région et l'État pour le plan de relance, la situation a donc évolué. Bien sûr, la région continue à rester engagée dans le cadre de ce contrat, mais malheureusement, je suis obligé non seulement de vous demander de délibérer en bureau, mais en plus, je suis obligé de vous faire voter en séance des modifications qui amènent obligatoirement le non engagement de l'État. C'est-à-dire que je ne peux pas faire voter quelque chose dans lequel l'État n'aurait pas validé les chiffres tels qu'ils vous sont proposés.

Donc, pourquoi ne pas attendre que la situation se décante et que les 55 projets pour un montant total d'investissements de 446 M€ puissent être proposés avec la région qui a effectué un premier positionnement de crédit pour un montant de 8,250 M€ et prévoit de délibérer dans le cadre d'un contrat territorial d'application ? Malheureusement, la décision des contrats des plans de relance ne doit pas excéder, d'après le gouvernement, le 28 juin. Dans ces conditions, et sous réserve que la période que nous traversons puisse être une période électorale, pour ne pas, en période électorale, réunir le Conseil communautaire pour valider le plan de relance proposé par la région et validé par la Communauté d'Agglomération, je vous propose aujourd'hui de valider les propositions et de faire en

sorte que ce soit le Bureau et non pas le Conseil communautaire qui valide les arbitrages de l'État dès qu'ils nous parviendront.

Voilà ce que je voulais vous dire sur ce plan de relance. J'ai quand même la satisfaction de vous dire que le contrat de territoire de 150 M€ d'aides du Conseil départemental sur la période 21 et 26 est validé et qu'il comprend 11 M€ sur les 50 M€ engagés par la Communauté d'Agglomération sur différents projets qui ont été, là aussi, validés par l'ensemble des maires. Au passage, il y a tout un plan sur l'assainissement, la Maison du Verre à Biot, la Maison de l'Environnement à Châteauneuf ou le stade nautique à Antibes, pour ne citer que les principaux projets.

Je cède maintenant la parole à Madame Aline ABRAVANEL, puis à Madame Michèle MURATORE.

Madame Aline ABRAVANEL. - Merci. Ce sera très rapide, Monsieur le Président, puisque je comprends que le vote ne sera pas fait ici, mais bien en Bureau. On souhaite juste souligner que l'on est content de voir que vous prenez en compte ces possibilités qu'offre le plan de relance pour la CASA. J'avais juste une petite question qui était sur la justification de rentrer les 25 M€ de reconstruction du stade nautique dans ce plan de relance, alors que ceci a été initié bien avant la crise COVID et tout ce qui s'est ensuivi. Merci.

Monsieur le Président. - Le problème est simple. Il y a deux phases dans le stade nautique : le projet pour lequel nous demandons l'aide de l'État dans le cadre du plan de relance, comme celui de la région - que la région a validé - et le deuxième projet du stade nautique, le premier étant terminé avec les deux bassins de 50 mètres et le bâtiment latéral. Maintenant, ce sont les espaces couverts qui n'ont pas commencé. Donc, on est dans les règles données pour le plan de relance. Bien entendu, on ne fait pas financer des choses qui sont passées. Mais il y a deux phases dans la construction du stade nautique.

Madame Michèle MURATORE. - Cela devient un peu compliqué, car on n'avait pas les documents à l'avance. On est d'accord pour donner délégation au Bureau compte tenu des délais, mais je réclamaïis d'avoir connaissance des dossiers. C'est vrai que les avoir sur table est un peu gênant, car il y a trois volets principaux, « L'écologie », « La compétitivité » et « La cohésion ». Donc, pour nous, il était important de voir quelles étaient les priorités de la CASA par rapport à ces trois volets. Donc, maintenant, on a effectivement sur table les projets qui sont soumis à la subvention de l'État. Il n'est pas possible d'analyser maintenant. C'est très compliqué. D'accord pour donner au Bureau compte tenu des délais. Après, sur le plan du département, on ne l'a pas eu. Il y a donc un souci d'organisation de la séance. Merci.

Monsieur le Président. - Vous avez raison, Madame MURATORE, mais sachez qu'il y a les contrats d'Avenir. En dehors des contrats d'Avenir, il y a le CRTE qui est le véritable plan de relance. Ensuite, il y a le contrat État-Région, dont une partie fusionne dans le plan de relance et une partie reste dans le cadre du plan État-Région. Ensuite, il y a des appels à projets qui sont des appels à projets départementaux, régionaux et nationaux. Puis, il y a d'autres contrats, des contractualisations sur des thématiques. Enfin, il y a le Conseil départemental qui est le seul qui ait validé, mais qui est le seul qui n'ait pas un plan de relance, mais qui, dans les faits, aboutit à un plan de relance, car on est sûr de l'engagement du Conseil départemental sur le sujet et que les validations et les arbitrages ont été faits par la Communauté d'Agglomération et par le Conseil départemental.

Donc, bien entendu, je m'engage à vous faire savoir, dès que l'arbitrage de l'État se fera sur le contrat ou les propositions que nous avons faites, ce qui a été retenu. Mais vous l'avez bien vu, nous sommes dans le cadre de la Communauté d'Agglomération sur les deux thématiques principales : l'innovation et le développement durable. Donc, l'ensemble des dossiers recoupe et retrouve ces deux thématiques fortes qui sont les thématiques du plan de relance.

Je vais maintenant passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 3 abstentions. Si le gouvernement que vous représentez pouvait ne pas s'abstenir et nous donner une réponse, cela nous ferait très plaisir. Je compte donc sur votre influence, dont je ne doute pas la force, pour faire en sorte qu'il nous donne ses arbitrages et qu'il fasse le plan de relance qu'il a lui-même proposé. Le deuxième paradoxe est que, ne pas voter un plan de relance qui est demandé par le gouvernement et s'abstenir dessus, a un petit caractère anecdotique sympathique.

Je passe à l'action foncière.

6. Convention Habitat à caractère Multisites n° 2 à intervenir avec l'EPF PACA - Avenant n° 4

Monsieur le Président. - Vous le savez, l'Établissement Public Foncier de la Provence-Alpes-Côte d'Azur est un partenaire fort. Si je le résumais de manière un peu triviale, je dirais que l'Établissement Public Foncier régional achète des terrains en accord et pour le compte des communautés et des collectivités, les remet à disposition et fait un portage financier de l'ensemble de ces terrains, ce qui est très important sur l'aménagement du territoire de la CASA, comme sur l'ensemble de nos villes.

Sur ce sujet, je cède la parole à Madame la Vice-Présidente, Sophie NASICA.

Madame Sophie NASICA. - Merci, Monsieur le Président. Effectivement, l'Établissement Public Foncier est bien un organisme public qui va mettre en œuvre, pour le compte des collectivités territoriales, la puissance publique pour acheter des terrains bâtis ou non bâtis et qui va les conserver le temps nécessaire à la préparation des projets. Pour l'EPF PACA, il s'agit donc d'accompagner la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis dans la production de logements et d'amplifier les actions des opérateurs, d'accélérer les projets d'habitat d'aménagement en facilitant les conditions de portage des opérations. Il faut savoir que l'engagement financier de l'EPF, initialement fixé à 5 M€, a été porté à 12 M€ en 2016 et à 20 M€ en 2018.

Donc, l'objet de cet avenant n° 4 est double. Il va permettre à l'EPF PACA d'assurer les acquisitions foncières jusqu'au 31 décembre 2021 sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération en y intégrant la commune d'Antibes, dont la convention a pris fin au 31 décembre 2020. Bien sûr, l'EPF PACA va poursuivre le portage des biens acquis au titre de la présente convention jusqu'à leur cession par un allongement de la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2023 pour les fonciers qui seront maîtrisés en totalité et portés par l'EPF avant le 31 décembre 2021.

Quelques exemples qui portent essentiellement sur la commune de La Colle-Sur-Loup : Monsieur le Maire, vous avez quelques terrains qui sont concernés par l'allongement de la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2023.

Donc, Monsieur le Président, il est proposé au Conseil communautaire d'approuver cet avenant n° 4 et de vous autoriser à signer cet avenant et tous documents s'y rapportant.

Monsieur le Président. - Y a-t-il des interventions ? Il n'y en a pas. Je passe donc directement au vote en se félicitant de l'engagement de l'Établissement Public Foncier auprès de la CASA. Cela nous permet une stabilité foncière et de faire, pour l'ensemble des villes et des villages, des projets à moyen et long terme sans être sous la pression immobilière qui est malheureusement forte dans ce territoire. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? La délibération est donc adoptée.

Je passe à la cohésion sociale et politique de la ville et je cède la parole au Vice-Président LUCIANO.

7. Lutte contre les violences conjugales - Centre régional de Prise en Charge des Auteurs de violences conjugales - Convention de partenariat

Monsieur Kevin LUCIANO. - Merci, Monsieur le Président, mes chers collègues. Aujourd'hui, trois délibérations qui sont relatives à la politique de la cohésion sociale et à la politique de la ville, un sujet majeur pour la Communauté d'Agglomération puisque déjà, dès 2003, c'est un sujet dont la communauté s'était saisie, plus particulièrement sous l'angle de la prévention de la délinquance, mais également sous l'angle de la politique en faveur de la jeunesse qui est un axe très important, pour la question de la délinquance stricto sensu, mais aussi, plus largement pour toutes les questions qui concernent l'insertion, le travail et un certain nombre d'avancées sociales fondamentales.

Trois délibérations aujourd'hui, deux qui concernent les violences conjugales et plus particulièrement les violences faites aux femmes qui sont, hélas, un fléau absolument dramatique, dont on sait la gravité - je ne sais pas si c'est l'augmentation -, mais en tout cas, dont on sait la place que l'on voit aujourd'hui et qui fait l'objet, de la part de la CASA, de diverses conventions : une convention de partenariat (délibération n° 7) et la participation à des protocoles qui permettent de prendre en charge plus spécifiquement les victimes étrangères et les victimes de violences sexuelles, dont on sait que c'est un des éléments majeurs des violences conjugales.

Je donnerai ensuite la parole à Madame MAISTO qui fera une présentation de ce sujet, hélas, terrible des violences conjugales, mais je souhaite dire que ce sujet s'inscrit dans une politique particulièrement volontariste de la CASA. En effet, on sait que le Mas Saint Vincent acquis il y a quelque temps permettra de constituer un lieu d'accueil pour les foyers en difficulté, plus particulièrement pour les femmes qui, hélas, trop souvent, ne peuvent pas rester dans le foyer conjugal et sont obligées, pour leur sécurité, de quitter ce foyer avec leurs enfants. Je tenais à mettre l'accent sur cette opération importante qui marque véritablement l'engagement très fort de la CASA en ce sens, du Président, mais également de l'ensemble des membres de ce Conseil communautaire.

Je donne la parole à Madame MAISTO qui va faire cette présentation. Je présenterai ensuite chacune des délibérations.

Madame MAISTO. - Merci, Monsieur le Vice-Président. Les deux prochaines délibérations qui seront proposées sont en relation avec l'activité du service Parenthèse basé à Antibes et qui représente une offre de service à entrées multiples en direction des victimes de violences conjugales, mais également des auteurs et des enfants témoins directs de ces violences conjugales et intrafamiliales.

Cette première slide montre l'évolution de ce service depuis sa création en 1983 par la commune d'Antibes, en passant par son transfert à la Communauté d'Agglomération et en passant par la diversification de ses missions et le renfort du partenariat local, jusqu'à la signature en 2018 du schéma départemental partagé de lutte contre toutes les violences faites aux femmes qui recense tous les dispositifs et toutes les actions qui sont mis en place au niveau départemental pour contribuer à cette lutte.

Le premier des protocoles proposés est une conséquence logique de ce schéma de lutte partagé. C'est une convention locale qui est relative à la procédure de prise en charge des victimes majeures de violences sexuelles. Le constat est le suivant : il y a une faible proportion de faits de nature sexuelle qui sont caractérisés et poursuivis dans le cadre des violences conjugales, alors que l'on sait, dans les faits, que ces faits sont évidemment assez importants. Donc, l'objectif de cette convention est de faire émerger plus facilement la révélation de ces faits et donc leur traitement. Un exemple que j'ai tiré de l'écriture de cette convention : la trame d'audition des victimes des services qui sont entendus par les services de police comportera systématiquement des questions orientées vers cette thématique.

Cette convention implique le service Parenthèse, les services hospitaliers, les services de police, toutes ces personnes qui sont à même d'entendre des victimes de violences conjugales à caractère sexuel.

En signant cette convention, la CASA permet au service Parenthèse d'être identifié et répertorié comme un partenaire vers lequel les victimes de violences sexuelles commises dans le cadre familial doivent être orientées.

Le deuxième protocole fixe les procédures en matière d'accompagnement des victimes de violences conjugales étrangères. Le protocole a pour objet de formaliser les pratiques entre les partenaires dès lors qu'elles sont relatives à l'accompagnement des victimes dans leurs démarches d'accès au séjour sur le sol français. C'est évidemment un élément important, dans le cadre de l'accompagnement de ces victimes, que de pouvoir les faire accéder à un titre de séjour régulier. Par exemple, avec ce protocole, il n'est plus nécessaire d'obtenir une ordonnance de protection pour obtenir un titre de séjour d'un an, mais le service Parenthèse lui-même, sur la base de ces constats, pourra constituer un dossier qui se substitue à cette contrainte.

Par la signature de ce protocole, la CASA permettra donc au service Parenthèse de faciliter les démarches administratives des victimes qu'elle accompagne en faveur du « faire valoir ses droits » sur le sol français. On vous donne un exemple en termes de chiffres : sur les 228 victimes de violences conjugales accompagnées en 2020 par le service, cela représente 8 victimes.

Un cas d'espèce tiré de la réalité pour illustrer les effets de la signature de cette convention : une personne accompagnée en 2020 par le service, une femme, deux enfants, 3 ans et 6 ans, de nationalité marocaine, arrivés deux ans avant la commission des faits sur Antibes ; la mère est sans emploi, n'a pas de titre de séjour valide et les enfants sont régulièrement scolarisés ; les violences sont commises, une tentative d'homicide est commise au sein du domicile de la famille ; une première étape d'hébergement d'urgence a lieu ; l'important est la deuxième étape qui, par la qualification des faits, permet l'obtention rapide d'un titre de séjour. Depuis, la situation est toujours suivie : la famille est actuellement hébergée en CHRS, la mère subvient seule aux besoins de ses enfants et elle est toujours accompagnée par le service Parenthèse.

La délibération n° 7 propose la signature d'une convention de partenariat avec le centre de prise en charge, cette fois-ci, des auteurs de violences conjugales. En 2019, a eu lieu le Grenelle de lutte contre les violences faites aux femmes et l'État a acté la création de centres régionaux de prise en charge des auteurs de violences conjugales, les CPCA, et a lancé un appel à projets dans le sens de leur création au niveau régional. Cet appel à projets a été remporté en 2020 par l'association varoise « En Chemin ». Le CPCA va donc coordonner le traçage des parcours des auteurs de violences conjugales et, sur la base de données statistiques qui vont être recueillies et le suivi des parcours de ces personnes, le CPCA va réaliser une analyse et permettre l'émergence de dispositifs spécifiques pour pouvoir accompagner les auteurs de violences conjugales et prévenir la récidive.

Un des exemples que l'on donne souvent, et qui pourra être une des conséquences de la création de ce CPCA, est la création de solutions d'hébergement dédiées aux auteurs de violences conjugales pour pouvoir les évincer du domicile conjugal à la place des victimes. De plus, il existe des dispositifs d'accompagnement de ces auteurs de violences conjugales pour leur insertion professionnelle, afin que, par cette insertion professionnelle, on prévienne également la récidive.

En 2020, 72 auteurs de violences conjugales ont été accompagnés par le service Parenthèse, tous dispositifs confondus, puisque l'on fait aussi bien de l'alternative aux poursuites que du pré et du post sentenciel. Donc, 72 auteurs ont été accompagnés. En contractualisant avec le centre de prise en charge des auteurs de violences conjugales, la CASA permet à son service de participer et d'être acteur de ce dispositif régional, de participer à la remontée d'informations statistiques et surtout de faire bénéficier les auteurs qu'elle va accompagner de ces dispositifs nouveaux qui vont être créés, en termes d'hébergement ou en termes d'accompagnement à l'emploi.

J'en ai terminé, Monsieur LUCIANO.

Monsieur Kevin LUCIANO. - Sur la délibération n° 7, je remercie beaucoup Madame MAISTO pour cette présentation très éclairante. En résumé, il y a deux réponses à ces

violences conjugales. Il y a la répression et la politique de prévention, une politique d'accompagnement. L'idée est de marcher sur les deux jambes, de travailler sur les deux axes qui sont tous les deux fondamentaux. La convention de partenariat qui est signée avec le CPCA est justement un moyen de contractualiser ce travail fait avec le centre. Il est donc proposé d'approuver les termes de la convention qui est jointe entre le CPCA Sud et les associations-organismes inscrites dans le schéma départemental avec la CASA, et d'autoriser Monsieur le Président à signer cette convention.

Monsieur le Président. - Je n'ai pas d'intervention. Je passe donc au vote. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée. On passe à la délibération n° 8.

8. Lutte contre les violences conjugales - Protocoles de prise en charge spécifique des victimes étrangères et des victimes de violences sexuelles

Monsieur Kevin LUCIANO. - Là aussi, il y a une présentation par Madame MAISTO. L'idée est de compléter les dispositifs existants par des protocoles qui sont spécifiques à des situations particulières, toujours dans le cadre des violences conjugales. Évidemment, comme indiqué, il y a, d'une part, la prise en charge des victimes étrangères parce qu'il y a des spécificités qui sont propres à ce type de victimes, et d'autre part, un second protocole qui est relatif à la prise en charge des victimes de violences sexuelles. Là encore, on a un travail multi cibles, puisque l'objet de la convention est de pouvoir favoriser à la fois la répression et la prévention à travers un certain nombre de moyens qui permettent notamment de protéger ces « publics vulnérables » ou ces personnes qui sont encore plus vulnérables que d'autres. En effet, lorsqu'elles sont étrangères, il y a une moindre insertion, une moindre possibilité de faire valoir ses droits, et lorsqu'elles sont victimes d'agressions sexuelles, cela ajoute au caractère particulièrement difficile de la situation, a fortiori lorsqu'il y a des enfants qui sont en lien.

Les trois choses qui sont proposées au Conseil sont d'approuver les termes de la convention locale, ce qui a été vu, de travailler sur les protocoles et les annexes qui sont en cause et d'autoriser notre Président à signer cette convention et ces protocoles, ainsi que l'ensemble des documents afférents.

Monsieur le Président. - Merci.

Pas d'intervention ?

Pas de vote contre ?

Pas d'abstention ?

On passe à la délibération n° 9.

9. Convention-cadre portant coopération entre la CASA et la commune de Vallauris Golfe-Juan pour l'accompagnement de la jeunesse - Renouvellement

Monsieur Kevin LUCIANO. - Sur la délibération n° 9, on est dans quelque chose de beaucoup classique puisqu'il s'agit d'un renouvellement, la convention-cadre qui porte coopération entre la CASA et la commune de Vallauris pour l'accompagnement de la jeunesse. Je ne reviens pas sur les prémisses qui remontent à 2003, sur le travail qui est fait, à la fois, d'un point de vue général sur la délinquance et d'un point de vue plus particulier sur la jeunesse, car il y a, hélas, des ramifications, notamment dans les quartiers prioritaires entre jeunesse et délinquance. Mais, il y a aussi, et surtout, la volonté de travailler avec les différents organes, la ville de Vallauris Golfe-Juan - notamment son service Jeunesse qui est particulièrement actif - et le service Prévention Jeunesse de la CASA qui interviennent régulièrement pour accompagner des jeunes au plan éducatif. On sait tous que l'éducation est le nerf de la guerre lorsque l'on veut prévoir et améliorer l'insertion sociale et professionnelle des personnes,

mais c'est aussi une nécessité impérieuse s'agissant de la lutte contre la délinquance et même contre les actes en récidive.

Concernant l'objectif des deux institutions, il existe évidemment une étroite coordination, les deux services travaillant en grande proximité. L'idée est de coordonner ces moyens, d'avoir une approche beaucoup plus globale, une approche très complémentaire pour favoriser un travail en réseau, d'avoir une transversalité entre l'ensemble des acteurs de ces politiques de prévention jeunesse avec une coopération renforcée qui se matérialise par la convention. Cette convention existe déjà et l'idée est de la remplacer puisqu'elle était prévue pour une durée de deux ans. Il vous est donc proposé une nouvelle convention qui prendra également une durée de deux ans et qui pourra être renouvelée de façon express.

Ce partenariat, cela mérite d'être souligné, ne donne pas lieu à une augmentation des engagements financiers, ni pour une collectivité ni pour l'autre. La convention est conclue à titre gratuit. Il y a donc eu une délibération prise en conseil municipal qui est favorable, un avis de la Commission qui est favorable.

Il vous est proposé aujourd'hui d'approuver les termes de la convention-cadre relative à la coopération renforcée CASA/commune de Vallauris Golfe-Juan et d'autoriser notre Président à signer cette convention ainsi que l'ensemble des documents qui y sont relatifs.

Monsieur le Président. - Merci.

Personne n'intervient ?

Pas de vote contre ?

Pas d'abstention ?

Je passe à la délibération n° 10 sur la qualité de l'air. C'est Lionnel LUCA qui le rapporte.

Arrivée de Mme Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN.

10. Qualité de l'air - Plan de Protection de l'Atmosphère - Délégation au Bureau Communautaire

Monsieur Lionnel LUCA. - Merci, Monsieur le Président. Le Plan de Protection de l'Atmosphère, que l'on appelle PPA, est un élément désormais indispensable dans tous les documents d'urbanisme. Le Préfet des Alpes-Maritimes a engagé la révision de ce plan le 17 janvier 2019. Les collectivités de tout le littoral des Alpes-Maritimes qui correspondent au périmètre du PPA sont concernées par cette problématique, car nous avons l'essentiel de la population sur notre littoral, avec tous les éléments de pollution divers et variés. Le Plan de Protection de l'Atmosphère, c'est réduire les facteurs pouvant impacter la qualité de l'air et donc, la santé de nos concitoyens, ce qui passe par un certain nombre réductions et de limites à observer.

Le projet de révision a donc été validé par nos Instances, par le Comité de pilotage du 11 décembre dernier. Les collectivités territoriales qui sont concernées y ont participé avec les services de l'État que l'on appelle la DREAL, la DDTM, l'association Atmosphère Sud qui est désormais un de nos partenaires, mais aussi tous les partenaires économiques et associatifs au sein des ateliers techniques des Comités de pilotage. Le Préfet a donc sollicité l'avis de la CASA sur ce projet de PPA des Alpes-Maritimes par un récent courrier en date du 8 mars 2021 et il nous demande surtout de lui donner une réponse dans les trois mois, c'est-à-dire d'ici le 8 juin 2021.

Il est bien évident que le contexte général, tant sur l'épidémie que nous subissons que sur les élections vraisemblablement à venir, va faire que nos Instances communautaires ne vont pas pouvoir se réunir comme nous le souhaiterions. Il vous est donc proposé une incidence purement technique, à savoir de remettre la décision à l'un des bureaux des maires qui se réunissent régulièrement. Mais, il va de soi qu'il n'est pas question de se priver du débat, de la concertation et des

avis des gens qui ont quelques compétences. Voilà pourquoi je précise sur cette délibération qui ne l'avait pas mentionné (car cette décision était purement technique), que la Commission de l'Environnement aura à en débattre. De plus, concernant les élus communautaires qui ont quelques compétences en la matière, nos administrateurs et nos fonctionnaires se feront un plaisir de les associer à ce travail de recherche. Je pense notamment à Serge JOVER qui a travaillé pour la commune de Villeneuve avec Atmosphère Sud et qui était frustré, à juste titre, Monsieur le Président, que l'on ne puisse pas en débattre en Conseil communautaire, même si nous rendrons compte dans un Conseil communautaire, cela va de soi. Mais par rapport à l'avis décisionnel qui risque d'être contraint par la date, il est bien que nous puissions en débattre. On a quelques éléments au sein de la Commission Environnement qui sont très investis. Les personnes qui souhaitent participer à la Commission Environnement peuvent le faire, puisque c'est le cadre statutaire, et surtout, lorsque l'Administration a des occasions de faire un travail d'approche, de pouvoir contacter les gens qui se seront manifestés à l'issue de ce Conseil communautaire.

Je vous demande donc de bien vouloir, à la suite, me saisir pour que je puisse transmettre à notre Administration que quelques personnes aimeraient participer à parts égales à cette réflexion générale qui nous intéresse tous.

Monsieur le Président. - Merci, Monsieur le Vice-Président de cette proposition d'élargissement de la Commission à toutes les personnes qui souhaitent y participer, en particulier les élus communautaires qui pourront donner leur avis. On propose même, si vous le souhaitez, d'écouter en audition certaines associations environnementales, si vous pensez que cela peut apporter un élément supplémentaire à ce Plan de Protection de l'Atmosphère.

Je cède la parole à Madame MURATORE.

Madame Michèle MURATORE. - Décidément, j'aurais pu passer un week-end tranquille et ne pas passer mon temps sur les dossiers. Car finalement, sur la première question où j'intervenais, il y avait la réponse, et sur la deuxième question, là aussi, ma demande... Je regrettais qu'il n'y ait pas de débat sur ce Plan de Protection de l'Atmosphère. Il est quand même dommage qu'il ne soit pas joint à la délibération. Je suis allée le chercher sur Internet pour le regarder. Il y a donc tous les chapitres sur la CASA, dont il me paraissait très important que l'on débattenne. On peut même en rajouter et je note les associations de protection de l'environnement qui ont déjà fait un travail important là-dessus. Donc, ma demande était qu'il y ait un débat en Commission. Merci.

Monsieur le Président. - Merci, Madame MURATORE. Sur ces sujets qui sont essentiels et transversaux, Lionnel et moi sommes ouverts au fait que la concertation soit la plus large possible. Cela ne doit pas être un élément confisqué par quelques experts à l'Administration ou aux élus. C'est quelque chose qui nous concerne tous. Je vous remercie une fois de plus, Lionnel LUCA, de cet esprit d'ouverture. Monsieur Serge JOVER.

Monsieur Serge JOVER. - Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président, je vous remercie d'avoir élargi, car participant au Plan de Protection de l'Atmosphère avec les services de l'État, je peux vous assurer que ce Plan de Protection de l'Atmosphère mérite un grand débat. Beaucoup d'actions ont déjà été prises et pour l'ensemble de la Communauté de la CASA, je crois qu'il est important que nous soyons informés des avancées que nous allons pouvoir faire d'ici les années 2025. Malheureusement, c'est en 2025 que l'on verra exactement ce que ces actions auront apporté. C'est vrai que l'État... en deux, trois mois, c'est très court. En plus, comme vous l'avez très bien dit, avec les élections, il y a aussi des délais pour réunir les Commissions. C'était assez compliqué.

Je vais quand même terminer en vous disant que l'on parle beaucoup d'essais avec la COVID-19, mais il faut savoir qu'au niveau de la qualité de l'air, chaque année, il y a aussi à peu près 60 000 décès. On n'en parle pas autant, mais cela mérite vraiment que l'on ait un grand débat, ne serait-

ce qu'après l'avis, et que l'on en reparle. En tous les cas, merci d'avoir intégré ce débat dans la Commission de l'Environnement.

Monsieur le Président. - Monsieur le Vice-Président.

Monsieur LUCA. - Vous savez très bien que l'on a une prise de conscience très importante au sein de la CASA et que le partenariat avec Atmosphère Sud est vraiment, pour nous, essentiel. Le fait de mesurer cette qualité de l'air, ce que nous ne faisons toujours pas et qui va se mettre en place, est quand même un élément important. Je trouve qu'avoir ces éléments d'information... Car l'air est un peu comme la radioactivité : on ne sent rien, donc on ne voit rien et puis, un jour, on meurt. L'ensemble de toutes les maladies respiratoires que nous avons - ainsi que la fragilité de ceux qui ont des faiblesses respiratoires et qui sont victimes de l'épidémie - est un élément supplémentaire. Donc, il y a cette prise de conscience au niveau de nos concitoyens. Combien d'éléments de pollution divers et variés nous envahissent avec des particules - car tout le monde peut déceler les odeurs -, particules qui sont encore plus dangereuses et que l'on ne voit pas ? Donc :

- mesurer les éléments ;
- avoir une programmation de réduction de sensibilisation (c'est la raison pour laquelle les activités économiques sont aussi déterminantes, car on sait qu'il y a des éléments de pollution particuliers) ;
- les éléments de circulation et les progrès à l'exemple de ce que fait la CASA avec le bus-tram, avec le renouvellement de la flotte, notamment des poids lourds ou dans les services municipaux.

Donc, nous devons jouer ce rôle d'incitation et avoir des objectifs assez ambitieux. C'est pour cela que tous les avis sont les bienvenus. Il y a quelques années, on prenait cela pour être un peu farfelu, un peu une vue de l'esprit. Il n'y a rien de farfelu, c'est très sérieux. Il ne faut pas non plus tomber dans l'apocalypse, car on va tous aller se jeter dans la Brague, n'est-ce pas Jean-Pierre, ou dans le Loup. Mais non, c'est sérieux. Il ne peut donc pas y avoir d'opacité en la matière et il faut être carte sur table. Et même pour les choses qui sont compliquées et difficiles, il faut avoir l'aveu d'humilité que l'on n'en est pas capable pour le moment, mais que l'on en a la volonté. Je ne finirai pas avec Arletty « Atmosphère, atmosphère », car ce serait un peu trop facile.

Monsieur le Président. - « Est-ce que j'ai une tête d'atmosphère ? » Est-ce que la CASA a une tête d'atmosphère ? Merci à vous tous. En tout cas, la volonté existe et je pense que, sur le plan économique, compte tenu de notre territoire, si l'on veut que le tourisme continue, il faudra qu'il soit aussi respectueux de l'environnement et soit un élément attractif. Un endroit dans lequel l'air sera pur et où l'eau sera propre sera quand même quelque chose qui sera plus attractif pour un tourisme international que l'inverse. Donc, merci à vous tous. On passe au vote, avec l'engagement du Président et de moi-même. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? On passe maintenant à quelque chose qui coule de source, si j'ose dire, puisque c'est l'eau potable. Et c'est bien sûr Monsieur le Maire de Valbonne, Joseph CESARO, qui en parle.

11. Contrat de Délégation de Service Public de distribution d'eau potable sur le territoire de la Commune de Opio - Avenant n° 10

Monsieur Joseph CESARO. - Merci, Monsieur le Président. Quatre petites délibérations un peu techniques.

La première porte sur l'eau. Le Contrat de Délégation de Service Public de distribution d'eau potable sur le territoire de la Commune d'Opio arrive à échéance le 30 juin 2021. Afin d'en assurer le renouvellement, la CASA a lancé une procédure ouverte relative à ce contrat. Dans le cadre de cette mise en concurrence et compte tenu des délais contraints de réponse des candidats, la CASA a répondu favorablement à une demande de prorogation de remise des offres, ce qui induit un décalage du planning prévisionnel de passation de ce contrat. Dans ces conditions, il est nécessaire, afin

d'assurer la continuité du Service Public de distribution d'eau potable, de proposer et d'établir un avenant ayant pour objet la prorogation dudit contrat pour une durée de deux mois, soit jusqu'au 31 août 2021. Il s'agit de l'avenant n° 10.

Il vous est donc proposé d'approuver cet avenant ayant pour objet la prolongation du contrat pour une durée de deux mois jusqu'au 31 août 2021, dont le projet est joint en annexe, d'approuver les incidences tarifaires découlant de cet avenant et d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

Monsieur le Président. - Merci. Pas d'intervention sur cette prolongation ? Personne n'est contre ni s'abstient ? On passe à la délibération suivante qui concerne l'assainissement des eaux usées, nouvelle compétence de la Communauté d'Agglomération avec l'eau.

12. Compétence assainissement des eaux usées - Procès-verbal de transfert avec la commune de Vallauris - Avenant n° 1

Monsieur Joseph CESARO. - Dans le cadre de la compétence assainissement, des procès-verbaux de transfert de mise à disposition des biens à la CASA par chacune des communes de l'agglomération ont été établis. Ces procès-verbaux identifient les biens sur la base des connaissances actuelles et peuvent faire l'objet d'avenant lorsque ces recensements sont affinés. La commune de Vallauris, à l'issue d'un recensement, a constaté que 4 postes de refoulement des eaux pluviales ont été inscrits par erreur sur le procès-verbal en son article n° 2. Il convient ainsi, au travers de ce premier avenant, d'apporter une modification au procès-verbal de transfert pour la commune de Vallauris et de rapporter au nombre de 9 les postes de refoulement des eaux usées.

Il vous est donc proposé d'approuver l'avenant n° 1 de mise à disposition des biens établi entre la commune de Vallauris et la CASA, d'autoriser Monsieur le Vice-Président, c'est-à-dire moi-même, Délégué à l'eau et à l'assainissement, de signer ledit avenant n° 1 ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

Monsieur le Président. - On passe au vote.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

On passe à la 13 qui est dans la même lignée.

13. Régie Autonome chargée de la gestion du service d'Assainissement des Eaux Usées sur une partie du territoire de la CASA - Réorganisation - Avis sur la désignation du Directeur

Monsieur Joseph CESARO. - Après une année de fonctionnement et d'observation de l'organisation de la compétence assainissement à la CASA, il est proposé, dans l'intérêt du service, que le Directeur de l'eau potable assure également la gestion de la compétence assainissement. En effet, cette réorganisation va permettre de créer des synergies en termes d'études, de travaux, de recherches de financements dans l'exercice desdites compétences. C'est pourquoi il est proposé de désigner Monsieur BERARD Olivier en tant que Directeur de l'assainissement. La rémunération de Monsieur BERARD Olivier est fixée sur la base du grade d'ingénieur principal troisième échelon avec un régime indemnitaire de 1 700 € d'IFSE par fixe, à compter du 1^{er} mai 2021. En cas d'absence ou d'empêchement, Monsieur BERARD Olivier sera remplacé par Monsieur BELTRAMO Olivier, Directeur adjoint.

Monsieur le Président. - Sur la 13, c'est la nouvelle organisation sur l'assainissement des eaux usées au titre de la CASA. Y a-t-il des interventions ? Il n'y en a pas. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? La délibération est donc adoptée. On passe maintenant au SYMISCA.

14. Syndicat Mixte fermé de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer (SYMISCA) - Modification des statuts

Monsieur Joseph CESARO. - Ce syndicat avait vocation de regrouper l'ensemble des communes qui se servent de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer. La CASA exerçant la compétence assainissement a vocation à se substituer à ces communes membres dudit syndicat. Il convient d'acter la modification des statuts le permettant et d'approuver la modification des statuts du SYMISCA, dont le projet est joint en annexe, et d'autoriser Monsieur le Président à signer ces statuts ainsi que l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

Monsieur le Président. - On passe au vote. Personne n'est contre ? Il n'y a pas d'abstention ? La délibération suivante est l'action culturelle. Michel ROSSI présente la Médiathèque communautaire et l'Office de Tourisme d'Antibes dans une convention.

15. Médiathèque communautaire Albert Camus - Actions culturelles communes avec l'Office de Tourisme et des Congrès d'Antibes Juan-les-Pins - Convention de partenariat

Monsieur Michel ROSSI. - Merci, Monsieur le Président. Il s'agit de renouveler une convention de partenariat qui a été approuvée le 15 février 2016 et qui arrive à échéance. Cette convention a été nouée avec l'Office de Tourisme et des Congrès pour la mise en place d'actions communes avec la Médiathèque Albert Camus pour le patrimoine musical, le jeune public, qui est lié au développement touristique et culturel de la commune.

Nous vous proposons de renouveler cette convention pour une durée d'un an renouvelable trois fois. Voilà, Monsieur le Président.

Monsieur le Président. - Merci.

C'est une convention qui existe déjà. Nous la renouvelons donc avec votre accord.

Personne n'est contre ?

Il n'y a pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.

Départ de M. Eric PAUGET qui donne procuration à M. David SIMPLOT.

16. Budget Principal - Budget Primitif de l'année 2021

Monsieur le Président. - Nous passons maintenant à un gros morceau, si j'ose m'exprimer ainsi. Il s'agit du Budget Principal-Budget Primitif pour l'année 2021. Personne ne s'étonnera du fait que je vous présente ce Budget sous le double angle de l'incertitude. En effet, l'année qui va s'écouler comporte un certain nombre d'incertitudes sur l'activité économique liée à la situation sanitaire. Vous ne serez pas non plus étonnés que je vous déclare que l'année 2021 est une année dans laquelle il y a une perte de recettes que nous avons connue dans l'année précédente et qui est évaluée à 9 M€. C'est donc avec ce handicap que l'on commence le Budget 2021 de la Communauté d'Agglomération.

Cependant, les reports des années précédentes, la situation financière stable avec une puissance de la constance des bases dont nous disposons et le fait que nous n'ayons pas perdu

d'emplois - malheureusement, nous n'en avons pas créé sur Sophia Antipolis, comme d'habitude - sont des éléments qui nous permettent de monter un Budget avec une certaine force et sérénité.

Dans cette sérénité, il y a d'abord un élément majeur : la stabilité fiscale. Nous avons des risques d'inondations majeurs. C'est une nouvelle compétence de la Communauté d'Agglomération. Nous ne pouvons pas rester les bras ballants devant cette situation. Avec Jean-Pierre DERMIT, nous avons pris ce sujet à bras le corps, en particulier sur les situations qui sont financièrement élevées, mais indispensables au niveau de la Brague et au niveau des cours d'eau qui nous mettent en situation de risque.

Cette situation a fait qu'il y a une taxe qui existe et nous l'avons compensée par une baisse de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères telle qu'elle vous sera présentée tout à l'heure, de manière à ce qu'il y ait une neutralité fiscale, c'est-à-dire qu'il n'y ait pas d'augmentation d'impôts sur la Communauté d'Agglomération. Dans les transferts qui sont effectués suite aux modifications législatives, il y aura une perte, là aussi, pour la Communauté d'Agglomération de 600 000 € et nous l'assumerons.

Nous assumerons aussi l'ensemble des compétences qui sont les nôtres, avec des difficultés compte tenu de ces recettes qui diminuent. Mais, nous garderons la solidarité envers les communes, car c'est un élément de base : l'autonomie des communes et le respect de leur diversité. Le respect de chaque projet de village et de ville doit être accompagné. C'est la raison pour laquelle vous voyez encore 4 M€ de dotations de solidarité associés à plus 6 M€ d'aides aux communes pour leurs investissements dans les domaines essentiels que sont la vie associative, le sport et la culture.

Donc, ce Budget est un Budget contraint, un Budget avec un certain nombre d'incertitudes. On n'est pas dans l'euphorie que l'on pouvait vivre lorsque, l'année précédente, la Communauté d'Agglomération créait 1 000 emplois par an et que les bases augmentaient de manière très significative. Néanmoins, c'est un Budget qui est à la fois réaliste et solidaire, solidaire envers l'ensemble de nos concitoyens et solidaire vis-à-vis de l'ensemble des communes qui la compose, de la plus petite à la plus grande qui n'est jamais qu'une ville moyenne.

Je cède la parole à Gérald LOMBARDO qui est notre Vice-Président chargé des finances pour exposer ce Budget Principal.

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Merci, Monsieur le Président. Mes chers collègues, le Président l'a dit : constance des bases, stabilité économique. On est quand même sur un territoire à énergie positive. Pour autant, chaque année, l'élaboration des Budgets communautaires est assujettie à de nouvelles contraintes. Les périodes glorieuses ou heureuses où les collectivités pouvaient profiter d'une autonomie fiscale et de moyens financiers significatifs octroyés par la fiscalité que l'on pouvait gérer - je ne dirais pas « selon notre bon vouloir », mais selon les besoins -, moyens financiers octroyés aussi par l'État, sont désormais largement révolus et à oublier. On est dans un nouveau modèle qui apparaît et aujourd'hui le consentement à l'impôt par nos concitoyens est largement rejeté et on peut comprendre pourquoi.

Les temps ont changé. Pour autant, les besoins sont grandissants, mais nos marges de manœuvre budgétaire ne cessent de régresser, les réformes fiscales imposées par l'État réduisant chaque fois un peu plus nos capacités d'agir. La cause, on la connaît. Le déficit des comptes publics nationaux est énorme. De fait, à chaque loi des finances, les dotations d'État sont réduites, voire supprimées, pour arriver bientôt à peau de chagrin. C'est le cas dans beaucoup de communes, c'est le cas dans notre Communauté d'Agglomération, c'est le cas un peu partout. Cela se réduit et l'on commence à en souffrir.

Depuis 2014, vous le savez, chers collègues, toutes les collectivités locales sont appelées à participer à l'effort de réduction des déficits nationaux. En ce qui nous concerne, nous qui sommes considérés comme une Communauté d'Agglomération favorisée, nous sommes appelés à voir s'amplifier nos prélèvements de péréquation corrective, à reverser en solidarité à des collectivités qui nous sont inconnues, mais qui sont en difficulté. À cela, on peut ajouter, et nous en avons bien

conscience, comme je le disais à la seconde, que le levier fiscal est désormais à n'utiliser qu'en cas d'absolue nécessité.

Face à ce constat et maintenant depuis de nombreuses années, face aux besoins, aux attentes et aux aspirations de nos concitoyens, nous nous activons à rationaliser au mieux nos ressources, à assurer au mieux la gestion et les compétences publiques qui nous sont confiées par l'État, à couvrir les besoins de développement des biens et des services utiles à la vie de nos concitoyens. Notre Président, Jean LEONETTI, cher Président, vous l'avez dit et vous le dites souvent, dans votre responsabilité d'équilibre de nos finances et du développement du territoire et des services à rendre à nos concitoyens, vous le rappelez sans cesse, les premiers moteurs dans notre action sont bien de gérer le denier public, protéger le contribuable - cela vous tient à cœur et nous engage tous, nous les maires, et l'on vous suit -, préserver les entreprises (là est la force de notre territoire) et pour finir, malgré la diminution grandissante de nos ressources, continuer à avancer avec l'idée de l'anticipation des risques :

- risque d'une élévation de la fiscalité contre laquelle on s'oppose ;
- risque d'un encours de la dette trop important ;
- risque d'une réduction des compensations d'État.

Vous le savez, l'État promet, l'État s'engage à compenser à l'euro près, puis cela disparaît et un jour, on se retrouve dans des situations totalement inconfortables.

Voilà, en résumé, l'action pour produire de la richesse - tel est le message que nous fait passer notre Président de manière régulière -, développer notre territoire et assurer la couverture financière de toutes les compétences de la CASA.

Donc, les Budgets Primitifs de l'année 2021 sont... Il y a d'abord le Budget Principal et 10 autres Budgets annexes qui sont à voter. Ces Budgets Primitifs sont les premiers actes obligatoires du cycle budgétaire annuel. C'est ce qui définit toutes les politiques et ce qui nous permet d'engager toutes les politiques.

Concernant le Budget Primitif, les hypothèses admises pour tous les Budgets que l'on va vous demander de voter, les hypothèses qui vous seront proposées, les hypothèses communes admises provisoirement pour l'ensemble des Budgets sont que le Budget Primitif 2021 tient compte d'une reprise anticipée des résultats de 2020, partant du principe que les comptes de gestion et les comptes administratifs qui valideront l'affectation de ces résultats ne se feront qu'à l'horizon du Conseil communautaire du 28 juin prochain.

Par ailleurs, la construction budgétaire a été fondée sur la stabilité des taux de fiscalité directe locale. Ces taux de fiscalité ne vont pas changer, ce que l'on verra tout à l'heure au moment des votes.

Ensuite, les deux éléments majeurs, Monsieur le Président sont les suivants :

- le taux de la taxe d'ordures ménagères est ramené de 9,5 à 8,8, donc, une baisse du produit correspondant supérieure à 3 M€ ;
- la création de la taxe GeMAPI, nous sommes tous conscients de son utilité ; c'est un acte de solidarité, c'est un acte qui va dans le sens de l'aide aux populations ; cette taxe génèrera un produit de 3,4 M€ et sera enregistrée dans le Budget annexe GeMAPI.

Vous l'avez compris, c'est indolore. D'un côté, comme l'a dit le Président tout à l'heure, on baisse la taxe des ordures ménagères et on introduit la création de cette taxe GeMAPI, ce qui nous permet de dire que c'est indolore pour le contribuable.

Cependant, la CASA est bien contrainte de tenir compte d'une modification des bases fiscales mitigées pour 2021, amenant à anticiper la baisse de la cotisation foncière des entreprises, ainsi que la baisse des cotisations sur la valeur ajoutée des entreprises, ce que l'on appelle aujourd'hui « les impôts de production ».

Ensuite, il convient de rappeler qu'avec la taxe des ordures ménagères, le manque à percevoir de recettes en moins s'établit à moins 9 M€, à comparer à l'année 2020.

Dans ce contexte de mouvance fiscale faisant baisser considérablement nos ressources financières, nos dépenses, les dépenses ou les engagements pour 2021, dans le cadre d'une régulation prudentielle, sont établis avec une grande modération.

Budget Principal.

J'en arrive maintenant à ce rapport n° 16 du Budget Principal, puisque ceci était le rappel de ce qui s'applique à l'ensemble des Budgets que nous allons devoir voter. Je rappellerai les évolutions admises et spécifiques à ce Budget :

- la hausse de la péréquation horizontale : il s'agit de l'amplification de cette péréquation correctrice d'inégalité financière, un prélèvement qui s'accroît chaque année et qui pèse sur les finances communautaires ;
- la hausse de la péréquation verticale : c'est l'effort des collectivités locales à la réduction des déficits publics nationaux ;
- la baisse des recettes fiscales, avec une diminution sensible de la CVAE, de la CFE et un maintien à un niveau conservateur du versement « mobilité » ;
- une progression très limitée des charges générales ;
- un maintien à l'identique des effectifs et gestion rigoureuse de la masse salariale, ce qui fait également partie de l'objectif à poursuivre, en partant du principe que si l'on dépense trop en frais de personnel, on aura du mal à dégager de l'autofinancement pour les investissements ;
- le maintien de la dotation de Solidarité envers les communes membres de la CASA à hauteur de 4 M€.

Dans ce Budget, la priorité est donnée à l'investissement axé sur l'effort à la production de logements sociaux (subventions aux bailleurs), au soutien aux communes avec les fonds de concours et à l'évolution ciblée d'équipement structurant.

La composition des dépenses et des recettes est la suivante :

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 205,586 M€, ce qui comprend :

- attribution de compensation : 52,8 M€ ;
- dotation de Solidarité communautaire : 4 M€ ;
- reversement mobilité à la Régie Transport : 28 M€ ;
- prélèvement FNGA et FPIC : 25 M€ ;
- frais de personnel : 23 M€ ;
- autofinancement : 9,960 M€ (transférés à la section d'investissement).

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 205,586 M€ (à l'équilibre) :

- panier fiscal, hors taxe des ordures ménagères et hors taxes foncières : 94,8 M€, partant de l'idée que la taxe des ordures ménagères rapportera 37 M€ (avec la baisse de 3 M€ que je vous ai présentée tout à l'heure, due au changement de taux de la taxe) ;
- versement mobilité : 28 M€ à transférer au Budget de Transport ;
- dotations et subventions reçues : 20 M€ ;
- excédent de la section de fonctionnement de 2020 : 17,480 M€.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 64 M€, ce qui comprend :

- remboursement du capital des emprunts : 11 M€ ;
- subventions d'équipement : 22 M€ ;
- subventions aux opérateurs d'habitat : 5,8 M€ (cela a été annoncé lors du rapport d'orientation budgétaire) ;
- subventions d'équipement UNIVALOM et fonds de concours aux communes : 5 M€ environ ;
- immobilisations corporelles : 18 M€ (acquisitions, constructions, etc., et autres projets d'investissement).

Les recettes d'investissement s'élèvent à 64 M€ (à l'équilibre) :

- autofinancement : 9,960 M€ ;
- emprunt : 25,8 M€ ;
- cession des actions de Sophia Antipolis Habitat : 13,617 M€ (le chiffre est précis, ce sont des choses que nous avons évoquées régulièrement) ;

- amortissement : 10,200 M€ ;
- excédent de section d'investissement de 2020 : 1,576 M€.

Le Budget Primitif s'équilibre donc de la façon suivante :

- dépenses : 269 813 634,42 € ;
- recettes : 269 813 634,42 €.

Voilà, Monsieur le Président, il convient d'approuver ce Budget Primitif pour l'année 2021 et de vous autoriser à signer tous les actes afférents à sa mise en route.

Monsieur le Président. - Merci. Je cède la parole à Éric MELE, d'abord sur le Budget Déchets.

Monsieur Éric MELE. - Merci, Monsieur le Président, merci, Mesdames et Messieurs. Effectivement, le Budget Déchets est l'un des plus gros, sinon le plus gros poste de la CASA. Vous avez une petite slide qui devrait apparaître. Le poste Budget Déchets se compose de deux grandes parties :

- 75 % : Régie communautaire ;
- 25 % : prestataire de service.

Nous sommes sur un peu plus de 39 M€ pour 180 000 habitants, ce qui correspond à peu près à une tonne par habitant.

Nous avons une masse salariale de 200 agents qui correspond à 8,8 M€.

Nous avons des frais de carburants à hauteur de 590 000 €. Nous avons 99 véhicules, camions et véhicules légers.

Nous avons une part de maintenance de ces véhicules à hauteur de 550 000 €.

Nous avons un contrat de prestation de service. C'est notre prestataire qui fait le Moyen-Pays à hauteur de 8,9 M€.

Vous avez le traitement des déchets. Le traitement est la partie « tri, incinération, déchetterie » que nous avons confiée à notre partenaire UNIVALOM à hauteur de 13,8 M€.

Nous avons une dotation aux amortissements à hauteur de 1,4 M€.

La tonne, comme l'a dit Gérald, a été prélevée à hauteur de 37,200 M€.

Nous sommes sur un taux de 8,8 %. C'est un des taux les plus bas de la région.

En investissements, vous avez du matériel de collecte, bacs, colonnes et autres, à hauteur de 1 M€.

Vous avez des véhicules de collecte, bennes à ordures, camions, à hauteur de 1,100 M€, car nous avons un suivi extrêmement pointu. Pour répondre à Monsieur JOVER et Monsieur LUCA, nos plus vieux véhicules ont 7 ans en camion et 5 ans en VL. Nous sommes tous sur de l'Euro 5 ou de l'Euro 6, sachant que dans 5 ans, va naître l'Euro 7 qui va changer un peu la donne des véhicules thermiques et l'on rentrera dans une autre génération. Mais aujourd'hui, nous avons les véhicules les plus « propres » qui roulent sur le circuit.

Nous avons également les aménagements et les travaux, donc, les colonnes et autres que nous faisons principalement en bord de mer et sur le Haut-Pays. Ce sont des colonnes enterrées ou semi-enterrées. Là aussi, c'est pour optimiser les collectes.

Nous avons une subvention d'équipement de 2,8 M€ - tout cela est financé par un emprunt de 7,2 M€ -, un autofinancement de 1,4 M€ et nous comptons récupérer 600 000 € de TVA que nous reverserons dans notre Budget Investissement de l'année prochaine.

Voilà, Monsieur le Président.

Monsieur le Président. - Merci. Vous avez raison de souligner que la tonne est la plus basse de ce département. On passe maintenant la parole à Madame NASICA sur « Compétence Habitat ».

Madame Sophie NASICA. - Merci, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, merci de me permettre de faire un point sur les orientations de 2021, car il s'agit de poursuivre les actions

menées dans le cadre du troisième programme local de l'habitat, le PLH et ainsi de proposer une offre de logement adaptée afin de répondre à la diversité croissante des besoins.

Voici un slide qui nous est présenté, avec un focus sur le fonctionnement :

30 000 € sont alloués au BP 2021 pour une action de marketing territorial afin de poursuivre le développement de l'offre en accession à la propriété et promouvoir cette offre sur le territoire.

30 000 € sont alloués au BP 2021 pour l'exécution du marché relatif au POPAC (programme opérationnel de prévention et d'accompagnement des copropriétés).

22 660 € sont alloués au BP 2021 pour un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage afin de mettre en place le système de cotation de la demande de logement social et de répondre ainsi aux enjeux du territoire en matière d'attribution des logements sociaux et la mise en œuvre de la gestion en flux.

En dernier point, le soutien du développement d'une offre de logement ou d'hébergement spécifique dédié aux femmes victimes de violences. Monsieur LUCIANO, maire de Vallauris, vous a présenté tout à l'heure la reconstitution de l'offre du Mas Saint Vincent.

Une précision : les pénalités SRU permettent un financement partiel à hauteur de 2,637 M€.

J'aimerais juste vous parler des opérations d'investissement qui vont nous permettre de mettre en œuvre les nouvelles règles de financement pour l'attribution des aides dans le cadre de la rénovation énergétique - donc, 330 000 €, dont 80 000 € pour le parc privé - et également d'accompagner les communes de la CASA dans le développement de l'offre locative sociale :

- 5 708 M€ dans le cadre des demandes de subventions ;
- 800 000 € de fonds d'aide à la pierre ;
- 20 000 € pour des études de faisabilité.

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président. - Merci. On voit que l'engagement, en matière de logement et d'accompagnement des villes, est important, en particulier sur les situations les plus fragiles. Pardon de revenir pour la troisième fois sur la récupération du Mas Saint Vincent, un lieu d'hébergement qui nous avait échappé et qui a été récupéré par la Communauté d'Agglomération. Je passe maintenant la parole...

Monsieur Gérard LOMBARDO. - Pardonnez-moi. On a oublié de voter le Budget Primitif.

Monsieur le Président. - On va le voter. On finit les interventions.

Monsieur Gérard LOMBARDO. - Alors, je passe le Budget de Transport après l'intervention du Président Délégué.

Monsieur le Président. - J'ai des demandes de parole de la part des Vice-Présidents dans leur délégation. On la leur donne et après, vous passerez, Monsieur le Président, au Transport.

Monsieur Gérard LOMBARDO. - D'accord. Je vous laisse agir. Mais je croyais que l'on passait les Budgets.

Monsieur le Président. - Ne vous inquiétez pas, on va passer au vote à un moment donné. Thierry OCCELLI, qui nous rappelle l'orientation budgétaire dans ce Budget de Transport.

17. Budget de la Régie à Autonomie Financière des Transports - Budget Primitif de l'année 2021

Monsieur Thierry OCCELLI. - Merci, Monsieur le Président. Désolé, Vice-Président LOMBARDO, c'est une petite inversion. Mais, je me devais d'expliquer le Budget de fonctionnement et d'investissement lié à la mobilité et au transport, avec 40 M€ pour le fonctionnement. Effectivement, il s'agit d'un service public de qualité adapté et en continu. Quelques détails quand même :

- 30 lignes de bus urbaines ;
- 66 lignes de bus lignes scolaires certifiées ISO 9001 ; je rappelle que cette certification est nouvelle de l'année dernière et nous permet, sur le scolaire, de tenir nos ambitions en termes de qualité ;
- 10 secteurs de transport à la demande, le TAD, également ISO 9001, mais qui date déjà d'une année supplémentaire ;
- 1 transport à la demande PMR.

J'ajoute également - cela est nouveau, mais très utile, notamment pour les personnes en grande difficulté de mobilité - l'handi-mobilité, cette action que l'on a portée et menée avec Cap Azur. Toutes ces lignes et ces déplacements représentent 6 millions de kilomètres par an et 9 millions de voyages annuels.

Le financement de ce fonctionnement est le suivant :

- versement mobilité au montant : 28 M€ ;
- recettes commerciales : 2 M€ ;
- subventions : 1,9 M€ ;
- avance de l'État : 4 M€ (ce n'est pas une subvention, mais une avance remboursable).

Vous avez vu, mes chers collègues, que la priorité était donnée dès le mois de septembre pour le scolaire et pour les actifs. On a mis notre priorité de fonctionnement sur Envibus avec scolaires et actifs.

Une autre partie importante de la mobilité est la partie « investissement » pour 43,5 M€. Notre politique d'investissements est ambitieuse en 2021, politique que l'on maintient avec :

- travaux du bus-tram : 10 M€ pour cette année, sur un total de l'opération à 116 M€ ;
- travaux du dépôt des Trois-Moulins avec la station de compression gaz : 12 M€, sur une opération de 23,4 M€ ;
- acquisition de bus et de véhicules propres, bus à gaz, bus électriques (je rejoins la délibération sur la qualité de l'air) : 3,8 M€ ;
- excédent antérieur : 5 M€ ;
- remboursement du recours à l'emprunt : 26,27 M€ ;
- subventions : 3 M€.

Je rappelle également, Monsieur le Président, si vous m'accordez quelques secondes supplémentaires, que la politique mobilité de la CASA est aussi le plan Vélo qui rejoint, mes chers collègues - et Lionnel LUCA, le Vice-Président - l'environnement sur une action considérable sur la qualité de l'air. Notre plan Vélo est important. Il n'est pas mentionné dans ces slides, mais il est porté par le Budget Général dont Gérald LOMBARDO parlait tout à l'heure.

De plus, dans la mobilité déplacement, il y a également l'intermodalité avec les parkings d'écomobilité, l'accessibilité et les pôles d'échange qui en font partie, toujours dans le Budget Général.

Monsieur le Président. - Comme pour les ordures ménagères, on a une taxe qui approvisionne la thématique avec un déséquilibre important, mais voulu et assumé. Les recettes commerciales sont à 2 M€, car le tiers des tarifs qui sont pratiqués généralement... parce que le bus-tram est entièrement gratuit, avec une gratuité à toute une série de personnes, et 50 % de nos abonnés sont dans des abonnements gratuits. Donc effectivement, cela fait que le versement mobilité - fort heureusement porté par des entreprises dynamiques jusqu'à présent - nous permet de gérer cette problématique.

Sur les investissements, il n'y a rien à dire - tout le monde sait et le voit -, cela génère malheureusement quelques travaux et quelques nuisances, mais le dépôt et surtout les travaux du bus-tram vont pouvoir organiser le déplacement à l'intérieur de la Communauté d'Agglomération de manière propre et accessible à tous.

C'est Monsieur CESARO qui rappelle le Budget Eau Potable et Assainissement.

18. Budget de la Régie à Autonomie Financière de l'Office de Tourisme Intercommunal - Budget Primitif de l'année 2021

19. Budget de la Régie à Autonomie Financière « Eau » - Budget Primitif de l'année 2021

Monsieur Joseph CESARO. - Merci pour la parole. En ce qui concerne les Budgets Eau Potable, puisque nous avons la particularité d'avoir deux Budgets Eau Potable, ces Budgets montrent la volonté de la CASA à assurer une gestion de l'eau publique durable sur le territoire pour les 24 communes qui la composent. La particularité est les modes de gestion de gouvernance différents qui va de la Régie jusqu'à la Délégation de service public.

Quelques chiffres clés qui sont rappelés sur le slide :

- 176 700 habitants estimés pour la desserte en eau potable ;
- environ 63 000 abonnés (chiffres de 2016) ;
- volumes distribués importants d'environ 32 millions de mètres cubes en 2016.

Je vais présenter les deux Budgets pour le fonctionnement.

La Régie Directe CASA concerne 5 communes du Haut-Pays, Caussols, Cipières, Courmes, Gourdon et Gréolières, pour un Budget de 405 000 €. Ce Budget porte sur les charges de personnel pour à peu près 10 000 € et des charges à caractère général. Le plus gros volume est l'achat d'eau au SIEF. Il y a, bien sûr, l'électricité et les réparations courantes sur les réseaux, avec une petite redevance de l'eau de 28 000 €.

Le Budget Annexe Activités Délégées concession de service public est pour 10 communes, Antibes, Biot, Roquefort-les-Pins, La Colle-sur-Loup, Villeneuve-Loubet, Le Rouret, Opio, Châteauneuf-Grasse, Valbonne et Le Bar-sur-Loup, pour un Budget d'à peu près 3,5 M€, avec des frais de personnel de 1,300 M€ et 617 000 € pour la location de véhicules, des études diverses et l'entretien courant des réseaux.

Les Budgets sont normalement financés sans difficulté.

Pour le Budget Investissement, ce sont des opérations de travaux pour un montant total de 5,8 M€, avec, pour le Budget Régie, des investissements de l'ordre de 440 000 € et pour le Budget Annexe de l'ordre de 5,3 M€. Il s'agit :

- d'avoir une étude du schéma directeur d'eau potable sur les communes de la CASA pour 492 000 € ;
- sécuriser les puits alluviaux de la nappe du Loup pour 65 000 € ;
- renouveler les réseaux potables Haut de Grasse pour 880 000 € ;
- des travaux de sécurisation de la source Castel, Bon Pré pour 83 000 € ;
- le Bassin Font Mouis, renouvellement de toutes les canalisations pour 50 000 € ;
- pour l'ensemble des communes, il s'agit d'avoir des programmes de travaux divers pour 1,500 M€.

Le financement est opéré par :

- des excédents antérieurs de 3,6 M€ ;
- des subventions à hauteur de 419 000 € ;
- un autofinancement qui provient du Budget Annexe de fonctionnement d'à peu près 1,2 M€ et du Budget Annexe Régie de l'ordre de 23 000 € ;
- l'autofinancement est à hauteur de 1,217 M€ ;
- un emprunt à hauteur de 290 000 €.

Voilà pour ce qui concerne l'eau potable.

20. Budget de la Régie à Autonomie Financière « Assainissement » - Budget Primitif de l'année 2021

Monsieur Joseph CESARO. - Pour le Budget Assainissement, là encore, nous avons deux Budgets différents. En effet, nous retrouvons les différents modes de gouvernance qui ont déjà été évoqués. Évidemment, ces Budgets sont construits par la CASA pour rendre le Service Public d'assainissement de qualité et respectueux de l'environnement, puisque l'assainissement a pour but de rendre l'eau polluée quasiment potable pour l'ensemble de la population.

Quelques chiffres clés de 2016 :

- 15 800 installations d'assainissement non collectif sur la CASA ;
- 54 800 abonnés à l'assainissement collectif ;
- des volumes traités sur l'ensemble des 17 STEP de la CASA pour environ 27 millions de mètres cubes.

Les Budgets de fonctionnement pour la Régie englobent :

- 16 communes pour 13 M€, dont 4 M€ pour le curage et la réparation des réseaux ;
- l'exploitation des STEP et la maintenance des stations de relevage ;
- 2,6 M€ pour les charges de personnel.

21. Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité » - Budget Primitif de l'année 2021

22. Budget Annexe « Assainissement - Activités Déléguées » - Budget Primitif de l'année 2021

23. Budget Annexe « Eau - Activités Déléguées » - Budget Primitif de l'année 2021

Monsieur Joseph CESARO. - Le Budget Annexe Activités Déléguées porte sur 6 communes, avec 1 M€ de contribution au syndicat SYMISCA et au SIEG des Bouillides, ainsi que 3,7 M€ de frais de personnel.

Sur les investissements, le montant total des opérations programmées est de 11,200 M€, avec un investissement pour la Régie de l'ordre de 8 M€ et pour le Budget Annexe de 2,3 M€, avec, comme travaux prévus :

- le remplacement de canalisations à Antibes, Biot et Villeneuve-Loubet pour 1,2 M€ ;
- la réhabilitation de canalisations à Antibes, Vallauris, Saint-Paul-de-Vence et Valbonne pour 2,5 M€ ;
- des extensions de réseaux à Cipières, Gourdon, La Colle et Roquefort-les-Pins pour 1,4 M€ ;
- des travaux sur les STEP et les postes de relevage de Gourdon, Gréolières et Le Bar-sur-Loup pour 1,3 M€.

Les financements sont opérés par :

- un excédent de 3,2 M€ ;
- des subventions pour 1,9 M€ ;
- des dotations aux amortissements pour 2,100 M€ ;
- un emprunt à hauteur de 1,5 M€.

Voilà pour ce qui concerne l'assainissement.

Monsieur le Président. - Les Budgets sont compliqués, car ils sont transférés des communes, et ensuite, vous avez chaque fois « en Régie » et « en Délégation ». De plus, vous avez le régime Eau et le régime Assainissement. Cela fait donc quatre Budgets. Mais vous avez vu la détermination, en particulier dans l'investissement de la Communauté d'Agglomération, pour avoir un réseau d'eau et d'assainissement à la hauteur de nos ambitions.

Je passe la dernière intervention, avant Madame MURATORE, à Monsieur DERMIT sur la nouvelle compétence qui est majeure et qui est la compétence GeMAPI, autrement dit, « Risques naturels inondation ».

24. Budget Annexe « GeMAPI » - Budget Primitif de l'année 2021

Monsieur Jean-Pierre DERMIT. - Merci, Monsieur le Président, chers collègues, il convient de distinguer deux compétences sur le plan budgétaire, bien qu'indissociables. On a la GeMAPI

financée par la taxe GeMAPI, mais aussi la gestion des eaux pluviales et des ruissèlements qui relèvent du petit cycle de l'eau, qui est financée par le Budget Général et qui représente une grosse part des dépenses.

Sur la section de fonctionnement, nous avons les trois rubriques les plus importantes :

- les charges du personnel pour 1,8 M€, avec aujourd'hui, dans ce service, un effectif de plus de 30 personnes ;
- les charges à caractère général pour 682 000 € qui représentent l'entretien du parc automobile (mini pelles, camions, hydrocureurs) et tous les prestataires extérieurs sur l'entretien des cours d'eau et des vallons ;
- les opérations d'ordre que l'on retrouve dans la plupart de nos Budgets.

Sur la section investissement, nous avons plus de 13 M€, avec des travaux qui représentent 50 % de ce Budget d'Investissement. Il y en a pour 6,6 M€. Cela touche la plupart de nos communes :

- Biot, avec la démolition du hameau de la Brague ;
- La Colle-sur-Loup, avec le quartier de l'Escours ;
- les bassins de rétention de Sartoux sur la commune de Valbonne et de Cerruti sur la commune d'Antibes ;
- la continuité hydraulique aux Maurettes à Villeneuve-Loubet et au vallon de Cassan à Tourrettes-sur-Loup.

Vous avez également :

- 890 000 € d'études (je souligne le copartenariat de la CASA avec l'État) sur les buses de l'autoroute, pour enlever ces buses de l'autoroute et les remplacer par un ouvrage d'art) ;
- la participation versée au SMIAGE pour les études et travaux à hauteur de 642 000 € ;
- les immobilisations corporelles :
 - o on va retrouver une part très importante sur des acquisitions foncières stratégiques en zones inondables, avec une provision de 1,8 M€,
 - o l'achat d'un nouveau camion hydrocureur de 480 000 €, lequel va nous permettre de déboucher et curer tous les réseaux par un système de pompage haute pression.

Le Budget Global de près de 19 M€ est très ambitieux, comme l'a souligné le Président, ce qui va nous permettre de poursuivre les actions du PAPI et consolider la politique de gestion des risques d'inondation de la CASA.

Monsieur le Président. - Très bien. Je passe la parole à Madame MURATORE. Monsieur CORNEC m'a également demandé la parole. Je lui rappelle que, normalement, on s'inscrit 48 heures à l'avance. Mais nous sommes dans une démocratie ouverte et à la CASA, on donne la parole à ceux qui la demandent, même s'ils ne sont pas inscrits. Madame MURATORE.

Madame Michèle MURATORE. - Merci. Encore une fois, on a toutes les précisions en séance. Cette année, il nous est demandé, dans la même délibération, de voter l'affectation du résultat 2020 et le Budget 2021. Pour nous, ce n'est pas normal, puisqu'habituellement, nous votons l'affectation du résultat, mais pas le Budget.

J'aime beaucoup votre formulation « Récompenser les usagers ayant adopté des réflexes de tri ». En refusant d'instaurer la redevance incitative qui est plus juste que la taxe actuelle, puisque la facture est en lien avec la production réelle de déchets par les usagers, vous récompensez tous les usagers, même ceux qui ne font aucun effort de tri. Donc, j'insiste encore pour qu'il y ait des études et que l'on mène une réflexion pour instaurer la redevance incitative qui est beaucoup plus juste.

Sur le logement, un effort à l'investissement est inscrit dans ce Budget, ce qui est très bien, et les subventions aux bailleurs sociaux comprennent « une participation à ERILIA au titre de ses engagements ». C'est ce qui est écrit. Le bailleur social ERILIA a été choisi, car il présentait le projet le plus intéressant pour la CASA et on découvre maintenant, qu'en fait, la CASA va abonder son Budget. Pour nous, ERILIA doit financer ses engagements et l'apport de la CASA doit être complémentaire. Qu'en est-il des emprunts de la SACEMA pour lesquels la CASA s'est porté caution ? Sont-ils aussi

transférés à ERILIA ? Si oui, il me semble qu'il aurait dû y avoir une délibération pour ce transfert. Et contrairement à ce qui est écrit, les pénalités ne diminuent pas puisqu'elles étaient de 2,4 M€ en 2020 et qu'elles sont de 2,6 M€ pour 2021.

Pour la culture, en fonctionnement, après une baisse conséquente au BP 2020, la petite augmentation ne permet pas de retrouver le niveau de 2019.

Sur les transports, pour la première année en séance, dans la présentation détaillée, on retrouve le coût des travaux pour le BHNS. C'est ce que j'avais demandé à plusieurs reprises en Commission. Il devrait être possible, année par année, de pouvoir suivre ce Budget, ainsi que les subventions reçues ou attendues en correspondance, ce qui n'est pas cité.

La part de la billetterie dans le Budget d'Exploitation est relativement faible. Vous vous étiez engagé à faire une étude du coût de la gratuité sur l'ensemble des lignes. Il faudrait augmenter de très peu le versement mobilité, compte tenu des chiffres dont on dispose. Mais les entreprises ne paieront plus les 50 % de frais aux salariés. Elles ne verraient donc pas leurs charges augmenter et certaines seraient même gagnantes, les plus importantes, comme souvent.

Sur la taxe GeMAPI, nous ne connaissons pas le taux. Il est indiqué « pas encore fixé par l'administration fiscale ». Nous ne connaissons pas non plus la base de calcul de cette taxe. Le mode de calcul annoncé est bizarre - mais vous n'êtes pas responsable -, puisque l'on nous dit que cette taxe est calculée proportionnellement aux recettes que chaque taxe a générées dans l'année N-1. On a donc le montant des recettes. Mais comment cela est-il ensuite réparti ? On ne le sait pas. Par habitant, comme cela avait été indiqué lors de la délibération précédente ? Pour nous, « par habitant » n'est pas acceptable. Vous vous étiez engagé à ce que cela n'augmente pas la charge des contribuables. Quelles études ont donc été faites pour pouvoir l'affirmer.

Cette taxe, c'est la double peine. Nous payons par les cotisations d'assurance et maintenant, cette taxe supplémentaire. Donc, il faut bien la calculer et si c'est par habitant, nous ne pourrions pas être d'accord, ce que nous avons déjà dit à la délibération sur la mise en place de cette taxe. Merci.

Monsieur Tanguy CORNEC. - Sur ce Budget 2021, nous avons noté votre volonté de ne pas augmenter les impôts locaux, malgré les baisses importantes de dotations de l'État, et nous saluons cette volonté. Vous savez qu'au Rassemblement National, nous sommes opposés aux augmentations d'impôts, malgré toutes les contraintes qui peuvent se surajouter pour nos territoires.

Nous avons noté aussi que la CASA souhaite maintenir ses efforts en faveur du logement social, notamment au travers des offres à l'accession à la propriété. Rappelons que le logement social a été créé pour faciliter l'implantation de populations à faible pouvoir d'achat dans des zones qui s'industrialisaient autrefois. Malheureusement, depuis plus de 20 ans, et sous l'effet de vos politiques conjointes, la France se désindustrialise et le tertiaire remplace peu à peu le secteur industriel et même, malheureusement, le secteur agricole. Le logement social n'est plus un enjeu territorial, sauf si vous estimez que nos loyers devront être, dorénavant, payés par la CASA et par l'État.

Je reconnais que les personnes à faibles revenus, infirmières, aides-soignantes et les personnes défavorisées doivent bien sûr être aidées. Mais, elles seraient mieux aidées par des revalorisations de salaires et des aides directes, que par une politique de logements aidés qui a prouvé son échec et qui s'avère absurde pour des agglomérations comme la CASA. Rappelons que notre territoire non industriel possédait originellement 4 % à 5 % de logements sociaux et qu'il doit passer à 25 % de logements sociaux pour satisfaire les objectifs irresponsables de la loi ALUR, aggravée récemment par la ministre Emmanuelle WARGON : 25 % de logement social en 2025 condamnera la majorité des communes de la CASA à supporter de fortes amendes, comme Antibes, par impossibilité physique à atteindre les objectifs ALUR et par non-compatibilité avec les objectifs GeMAPI.

La bétonisation de logements sociaux de manière déraisonnable entraînera de lourdes conséquences pour les communes de la CASA qui, pour la plupart d'entre elles, ne voient pas leur population augmenter, certaines diminuant dangereusement leur population, comme Antibes qui perd une centaine de familles par an depuis 2014.

Les conséquences sont de quatre ordres : bétonisation, saturation des voies de communication, surenchérissement du parc privatif par compensation et perte d'identité. Alors que les jeunes quittent nos territoires par manque d'activité, des familles étrangères à la CASA viennent sans garantie de revenus et sans garantie d'activité. Cela constitue un danger pour l'identité de notre territoire. Nous voyons les problèmes d'incivilité et de saleté se multiplier dans les villes qui se précipitent dans la bétonisation de logement social. Nous ne souhaitons pas que la CASA soit rattrapée par ces nuisances. « Surenchérissement du parc privatif », c'est ce que disent les professionnels de l'immobilier. Et il serait dommage que nos territoires soient voués à n'accueillir que des investisseurs attirés par des prix immobiliers en constante inflation et par de riches étrangers.

Alors, pour ce qui concerne la bétonisation et la saturation des voies de communication, je ne vais pas m'étaler. J'en ai parlé plusieurs fois et il suffit de lire *Nice-Matin* et tous les journaux qui sont à votre disposition. Est-ce que l'on veut continuer à bétonner notre région de façon complètement absurde, à augmenter la saturation de ses voies de communication et donc à augmenter la saturation de ses infrastructures ? Oui, si l'on continue cette politique déraisonnable.

Pour ces raisons, nous votons contre le Budget 2021.

Monsieur le Président. - Très bien. Madame MURATORE, d'abord, vous avez posé plusieurs questions auxquelles je vais essayer de répondre sous le contrôle des Vice-Présidents chargés des diverses délégations. Sur la redevance incitative, c'est une redevance que vous savez extrêmement complexe à mettre en place. En effet, on fait payer chaque personne en fonction de ses ordures personnelles.

Il y a deux visions de la morale publique. Il y a la morale publique qui punit et récompense individuellement. Puis, il y a une vision qui est la nôtre, qui fait confiance à l'ensemble des citoyens. Vous avez raison, un certain nombre de personnes ne triera jamais ses déchets. Un certain nombre de personnes ne considérera jamais que les ordures ménagères sont à la fois un enjeu environnemental et financier. Mais, force est de constater que, malgré l'absence de pénalité, malgré l'absence de sanction, vous constatez que le tri sélectif sur la Communauté d'Agglomération est un des meilleurs de France, qui a été récompensé à plusieurs reprises sur le plan national. Donc, faut-il faire la chasse à la récompense et à la sanction ? Dans certaines situations, très probablement. Dans la mesure où le ramassage des ordures ménagères dans une Communauté d'Agglomération de 180 000 habitants nécessiterait que chaque bac ait un capteur et que l'on vérifie chaque personne sur la dose d'ordures ménagères qu'elle produit, je pense que nous aurions quelques difficultés. Regardez ce qu'a récemment mis en place Éric MELE sur l'ensemble des communes littorales qui sont passées à deux bacs jaunes par semaine. On a une baisse des ordures ménagères de 36 %, 36 % d'augmentation du tri sélectif, simplement en ramassant le bac jaune deux fois par semaine au lieu d'une fois par semaine.

Donc, je crois plus à la morale collective, à l'incitation, à la compréhension, à la persuasion. C'est aussi ce que je pense, si vous me permettez cette digression, sur la crise sanitaire que nous traversons. Ce n'est pas en courant derrière chaque personne et en lui mettant un PV à 135 € que l'on obtient les meilleurs résultats. Je l'ai dit au début de cette séance : la CASA obtient les meilleurs résultats, car elle parle à l'intelligence et au cœur de chaque citoyen en le mettant en face de ses responsabilités. En effet, nous avons une culture - j'espère que nous la partageons largement dans cette assemblée - de liberté et de responsabilité. Je suis persuadé qu'il faut bien sûr sanctionner ceux qui débordent les règles, mais je suis aussi persuadé que c'est par la compréhension et l'incitation que l'on obtient plus de résultats que par la sanction tatillonne et individuelle.

En ce qui concerne la culture, bien sûr, le Budget a diminué. Vous avez peut-être constaté que l'on a fermé les médiathèques pendant longtemps, on a fermé les théâtres, on a fermé les cinémas. Malheureusement, la culture a donc été entre parenthèses pendant cette période. Vous constatez légitimement qu'elle reprend de la couleur et des finances dans la confiance que nous avons sur l'année à venir.

Sur le versement mobilité, vous avez raison de noter ce que nous avons tous vu, c'est-à-dire à peine 2 M€ sur l'ensemble du Budget qui comporte vingt fois plus et payé par les usagers. Forcément,

vous arrivez avec « Pourquoi pas la gratuité pour tous ? » Vous l'avez vu, la gratuité pour tous, c'est 2 M€ de plus. Et 2 M€ de plus... Dans le contexte dans lequel on est, pas sûr des recettes du versement mobilité dans la période dans laquelle nous sommes. Après discussion avec Thierry OCCELLI et l'ensemble des partenaires - puisque nous avons désormais un club des partenaires qui nous accompagne dans les stratégies de bus et qui comprend les usagers, les syndicats, les entreprises qui paient - on est resté sur l'idée que nous devions, cette année, avoir une certaine prudence et ne pas aller au-delà de la gratuité totale du bus-tram, ce qui n'est pas rien, et d'un abonnement à 90 € à l'année, ce qui est le tiers de ce que paient les autres Communautés d'Agglomération.

En ce qui concerne ERILIA, on a transféré des parts. Je ne vais pas rentrer dans le débat juridique d'un transfert de parts, mais quand on transfère les parts, on transfère aussi les charges. Et il est logique qu'il y ait le même partenariat avec ERILIA que ce que nous avions avec l'ex SACEMA devenu SAH, et ensuite ERILIA. Donc, il y a un partenariat entre nous. Je note au passage qu'il vaut mieux mettre les pénalités SRU dans le partenariat avec un bailleur social comme ERILIA, plutôt que de les rendre à l'État. Ce sera l'objet de délibérations que vous verrez tout à l'heure sur l'aide à la pierre qui est récupérée et conservée par la Communauté d'Agglomération et qui lui permet de gérer ces pénalités. Bien sûr, elles sont à mes yeux exorbitantes et injustes, mais pour autant, il vaut mieux qu'elles soient réutilisées dans une production de qualité, plutôt que de se trouver dans une situation de sanction financière.

En ce qui concerne la GeMAPI, je reviens sur ce que l'on a dit. Vous avez évoqué l'idée que la taxe GeMAPI était une taxe « par habitant ». Elle est payée par tous et si l'on allège la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour mettre à la place une taxe GeMAPI, c'est bien pour trouver l'équité fiscale et la modération fiscale. Pour autant, ce n'est pas une taxe « par habitant ». Simplement, c'est un calcul global qui pourrait dire « le versement mobilité est tant par habitant », ou « la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est tant par habitant ». Mais ce n'est en aucun cas une taxe qui est directement liée aux habitants.

Sur l'organisation du Budget, je regrette que vous ne notiez pas - ce qui devrait être votre sensibilité - une solidarité très forte vis-à-vis du territoire et vis-à-vis du social. Donc, je pense que, puisque vous ne l'avez pas critiqué, c'est que vous l'avez fortement approuvé.

Monsieur CORNEC, merci de saluer la modération fiscale qui existe sur la Communauté d'Agglomération, malgré une période de crise particulière. Vous avez raison, l'accès à la propriété sociale est désormais dans nos plans et Sophie NASICA le met en place : 15 % de logements sont dans chaque programme immobilier. Vous dites que l'on perd des habitants et vous avez probablement raison. Je dis « probablement » parce que les modes de calcul changent chaque année et qu'aujourd'hui, on fait des sondages au lieu de faire des calculs exhaustifs. On constate qu'il y a un certain nombre de jeunes qui ne peuvent plus se loger sur le territoire de la CASA. Si l'on va à cette première conclusion, à votre avis, pourquoi ne peuvent-ils pas ? Parce que le foncier a augmenté. Mais le foncier n'a pas augmenté à cause du logement social. Le foncier a augmenté à cause de l'attractivité d'un territoire qui est exceptionnel et qui fait que, oui, les populations étrangères et riches... Dans une période, les Anglais ont acheté, ensuite, cela a été des Européens, puis des Scandinaves, puis des Russes et on voit bien que cela a fait monter le prix du foncier dans des villages qui avaient été épargnés jusqu'à présent.

Le logement social est donc nécessaire. On peut réfléchir à une politique générale du logement différente. Mais, par rapport aux lois telles qu'elles sont actuellement, ne pas faire de logement social, c'est se priver, comme vous l'avez dit, d'aides-soignantes, d'infirmières, de policiers, d'agents de service public, d'agents de nos collectivités. En effet, 60 % des personnes employées à la ville d'Antibes sont à peine au-dessus du SMIC. Ces personnes ont besoin de payer un loyer et il est logique que, dans ce cadre, on fasse une offre. Bien sûr, je partage avec vous l'idée qu'il est absurde d'atteindre les 25 %. D'ailleurs, nous avons dit assez sincèrement, et peut-être trop, dans cette Communauté d'Agglomération, que nous ne l'atteindrions pas parce que ce n'est pas nécessaire, que ce n'est pas utile et que c'est néfaste. Sur ce point, nous sommes d'accord.

En revanche, chaque fois que l'on construit un immeuble sur la ville, hurler à la bétonisation... Je suppose quand même que vous vivez dans une maison qui est faite avec du béton, comme moi. Donc, il me paraît un peu démagogique de considérer que chaque fois que l'on construit un immeuble... À Antibes, je rappelle qu'ils ne peuvent pas dépasser quatre étages, que le quatrième est en retrait et qu'il y a 40 % d'espaces verts. Mes collègues autour de moi partagent cet avis : il faut aérer l'espace, construire de manière intelligente et harmonieuse. Effectivement, nous avons cet objectif. Pouvons-nous concilier une forme de « en même temps » qui ne serait pas « ni ni » et qui serait de faire du logement dans lequel chacun pourrait, pour ses enfants, pour ses parents, habiter sur le territoire dans lequel ils ont vécu ? Regardez le nombre de logements et de personnes isolées, âgées, seules, qui demandent à être logées, car devenant veuf ou veuve, le plus souvent veuve : elles perdent le revenu de la retraite du conjoint et se trouvent en difficulté pour continuer à être logées. 30 %, c'est l'objectif prioritaire que l'ensemble des communes a mis en place : loger nos actifs, loger nos personnes âgées.

Vous voyez bien qu'il y a d'autres volets, comme le fait que nous sommes un espace universitaire et que nous avons besoin de loger quelquefois les jeunes qui, dans cette période de la COVID, sont en grande difficulté lorsqu'ils sont étudiants. Il faut leur trouver aussi la possibilité. C'est l'objectif, autour de l'espace Jean BUNOZ, de faire du logement social. Vous avez vu la pension de famille qui a été inaugurée avec Madame NASICA. Vous avez vu cette idée intelligente qu'a mise en place l'UMIH, les partenaires de l'hôtellerie et de la restauration. Ce ne sont pas des hyper sociaux. Ce sont des gens qui cherchent à trouver l'équilibre entre l'activité économique qu'ils veulent développer et des gens qui viennent travailler pour eux de manière saisonnière ou des apprentis.

Donc, vous avez, à mes yeux, une vision caricaturale du logement social qui serait le seul à être en béton et qui serait le seul à déchirer le tissu de nos villes et de nos villages auxquels nous tenons tant.

Par rapport à l'incivilité, je vous propose d'aller voir les villes que vous gérez. Allez voir ce qu'il se passe à Fréjus en ce moment, en termes d'incivilité, de guérilla urbaine et en termes de bétonnage. L'ensemble du port a été bétonné par un projet immobilier pharaonique. « Pharaonique » est un mot que j'ai déjà entendu dans votre bouche, c'est pour cela que je vous le ressers avec plaisir.

Et vous constaterez que, finalement, sur la Communauté d'Agglomération, on essaie de concilier à la fois le social et la vie de chacun, quels que soient ses revenus. On essaie également de faire en sorte que nous ayons un urbanisme modéré et maîtrisé. Et bien que vous ayez directement fait une critique sur le gouvernement passé et sur le gouvernement actuel, je m'inscris quand même en faux sur l'idée que nous sommes tous en train de bétonner l'ensemble de la Communauté d'Agglomération, dont on rappelle que sur Sophia Antipolis, c'est 90 % d'espaces verts qui existent. Je ne suis pas étonné non plus que vous votiez contre ce Budget. Vous êtes dans l'opposition. Votre rôle est de vous opposer, le mien est d'essayer, malgré tout, de vous convaincre.

Monsieur LOMBARDO, je vous propose de passer maintenant au chapitre des votes, les explications ayant été données à l'ensemble de ceux qui souhaitent prendre la parole.

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Merci, Monsieur le Président. Il convient d'approuver le Budget Primitif de l'année 2021, avec reprise anticipée des résultats à l'exercice 2020 et de vous autoriser, Monsieur le Président, à signer les documents afférents à la bonne exécution de cette délibération. Cela est pour le Budget Primitif 2021, Budget Général. Le vote-t-on, Président, ou je déroule le Transport, etc. ?

Monsieur le Président. - Je vais vous laisser l'autorité de proposer le vote. Cela facilitera l'ensemble des débats et accélérera la séance sans l'alourdir.

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Très bien.

Concernant la mise aux voix du rapport n° 16 Budget Principal, y a-t-il des votes contre ? 5 votes contre.

Y a-t-il des abstentions ? Pas d'abstention.

Adopté à la très grande majorité.

Je vous en remercie.

Concernant les Transports, je ne vais pas revenir sur le détail qui a été présenté par le Vice-Président chargé des Transports.

Je dirai simplement que le Budget Primitif du Budget de la Régie Autonomie Financière des Transports Envibus s'équilibre en dépenses et en recettes pour la section d'exploitation à 40,576 M€, pour la section d'investissement à 43 M€, pour un total des dépenses à 84 116, 636 M€ et en recettes, à l'identique, pour un total des dépenses à 84 116, 636 M€, donc, en parfait équilibre.

Il vous est proposé, chers collègues, d'approuver le Budget Primitif de l'année 2021 du Budget Annexe de la Régie Autonomie des Transports et de permettre au Président et au Vice-Président délégué aux Finances de signer tous documents afférents à la bonne exécution de cette délibération et à la politique des Transports.

Y a-t-il des votes contre ? 6 votes contre.

Y a-t-il des abstentions ?

Adopté à la très grande majorité.

Je vous en remercie.

Je passe maintenant au Budget Tourisme de la Régie à Autonomie Financière Office de Tourisme Intercommunal.

18. Budget de la Régie à Autonomie Financière de l'Office de Tourisme Intercommunal - Budget Primitif de l'année 2021

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Il y a quelques propositions spécifiques à ce Budget. Je rappelle toujours que c'est à l'appui de l'action du SMGA qui est un outil utile pour renforcer l'attractivité des communes du Haut-Pays et ainsi que l'offre en matière de sports d'hiver doit être maintenue. En investissement, il s'agit de la poursuite de l'harmonisation de l'équipement des bureaux d'information touristique des sites de Valbonne et de Gourdon. La composition des dépenses et des recettes se présente comme ceci :

- Dépenses de fonctionnement : 1,30 000 M€, dont :
 - o dépenses de personnel : 480 K€,
 - o participation au SMGA : 354 K€,
 - o autres charges générales : 190 K€,
- Recettes de fonctionnement, on retrouve les 1 030 K€, dont :
 - o reversement de la fiscalité du Budget Principal : 990 K€,
 - o excédent de la section de fonctionnement : 31 K€,
 - o produits de l'activité : montants non significatifs.
- Dépenses et recettes d'investissement : 66 K€, soit :
 - o remboursement de capital : emprunt de 8 K€,
 - o réaménagement des bureaux du tourisme de Gourdon : 47 K€,
 - o déficit de la section d'investissement : 10 K€,
- o total de l'autofinancement par la section de fonctionnement (excédents capitalisés) : 58 K€.

Le Budget Primitif s'équilibre donc de la façon suivante : total des dépenses : 1, 95 974 M€ ; recettes identiques.

C'est donc un équilibre.

Il vous est donc proposé d'approuver ce Budget Primitif 2021 du Budget de la Régie à Autonomie Financière Office de Tourisme et d'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents afférents à la bonne exécution de cette délibération.

Y a-t-il des questions ? Je crois que l'on a souvent balayé ce sujet.

Des votes contre ? 5 votes contre.

Adopté à la très grande majorité.
Madame MURATORE, 6 ? Je ne sais plus.

Monsieur le Président. - Expliquez vos votes, cela sera ainsi plus fluide.

Madame Michèle MURATORE. - Je précise mon vote. Le Budget Principal, c'est contre, car derrière, « ça galère ». Après, sauf GeMAPI qui sera contre, tous les autres Budgets Annexes, c'est « oui », même le Transport. Merci.

Monsieur le Président. - Monsieur ZEMA, avant de partir, c'est contre pour tout ? C'est contre pour tout. Monsieur CORNEC, c'est contre pour tout ? C'est contre pour tout. Maintenant, la comptabilité sera facile.

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Sur le rapport n° 19, Régie à Autonomie Financière « Eau » - Budget Primitif 2021, je ne vais pas revenir sur ce qu'a dit Monsieur le Vice-Président Joseph CESARO. Je reprends simplement le fait que ce Budget Primitif s'équilibre de la façon suivante :

- total des dépenses : 872 969,06 € ;
- recettes : 872 969,06 €.

Il est donc proposé au Conseil communautaire d'approuver ce Budget Primitif de l'année 2021 du Budget de la Régie à Autonomie Financière et d'autoriser Monsieur le Président, et moi-même, à signer tous les documents afférents à la bonne exécution de cette délibération.

Y a-t-il des votes contre en dehors de ceux qui se sont affichés résolument contre ? Madame, vous levez la main ? Donc, 1 vote contre.

Monsieur le Président. - Maintenant, les votes sont clairs. Donc, on n'a qu'à dire « même type de vote », en dehors des précisions qu'a apportées Madame MURATORE.

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Merci, Monsieur le Président. Donc, approuvé à la grande majorité.

Pour l'Assainissement, je rappelle simplement que ce Budget Primitif s'équilibre également de la façon suivante :

- total des dépenses : 21,903 539 M€ ;
- total des recettes : 21,903 539 M€.

Donc, même vote ?

Adopté à la majorité.

Je vous en remercie.

21. Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité » - Budget Primitif de l'année 2021

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Aménagement des Parcs d'Activité, rapport n° 21, Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité ». La CASA exerce cette compétence « création et gestion des ZAE en Régie Directe » depuis le 1^{er} janvier 2019. L'année 2021 aura eu pour double objectif la poursuite de l'harmonisation de l'entreprise effectuée sur l'ensemble des ZAE et également, la continuation et la réalisation d'études « acquisitions foncières et aménagement de celles présentant des potentialités de développement plus immédiat ».

Là aussi, la composition des dépenses est la suivante :

- fonctionnement : 1,699 M€ ;
- recettes : même volume ;

- dépenses d'investissement : 6,50 M€ ;

En dépenses d'investissement, le Budget Primitif s'équilibre de la façon suivante :

- total des dépenses : 7,749 761 M€ ;
- recettes équilibrées : 7,749 761 M€.

Donc, même vote concernant ce Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité ».

Je reviens maintenant sur le Budget Annexe « Assainissement » qui a été également présenté par le Vice-Président Joseph CESARO. Là aussi, je reprends simplement le fait de vous dire que le Budget Primitif s'équilibre de la façon suivante :

- dépenses : 5,794 482,14 M€ ;
- recettes équilibrées : 5,794 482,14 M€.

Même vote ?

Je vous en remercie. Adopté à l'unanimité.

Sur l'eau en Activités Déléguées, également présentées par le Vice-Président délégué, ce Budget s'équilibre comme suit :

- dépenses : 8,911 588,71 M€ ;
- recettes équilibrées : 8,911 588,71 M€.

Même vote ?

Adopté à la très grande majorité.

Pour le Budget Annexe « GeMAPI », il a également été présenté par le Vice-Président délégué, à savoir Jean-Pierre DERMIT. J'en arrive simplement à l'équilibre de ce Budget avec :

- dépenses : 18,784 209,38 M€ ;
- recettes : 18,784 209,38 M€.

Même vote ?

Adopté à la très grande majorité.

25. Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes » - Budget Primitif de l'année 2021

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Concernant le Budget Annexe du Théâtre Communautaire d'Antibes, les quelques hypothèses spécifiques à ce Budget sont les suivantes :

- poursuite et finalisation des remboursements des billets de la saison 2020-2021 qui ont été annulés en grande partie en raison de la crise sanitaire ;
- reprise prudente de l'activité sur la forme d'une programmation sous le signe de la modération budgétaire ;
- en investissements, la période de fermeture sera mise au profit pour réaliser les projets de rénovation de développement, tels que l'extension des capacités de la brasserie en terrasse.

Composition des dépenses et des recettes :

- dépenses de fonctionnement :
 - o charges générales : 6,244 MK€,
 - o remboursement des places de spectacle annulées lors des saisons 2020 : 2 000 K€,
 - o dépenses propres de la SPL Théâtre Communautaire pour le compte de la CASA : 2 800 K€,
 - o autres dépenses en bâtiment : 1 444 K€,
 - o charges de personnel : 20 K€,
 - o dotations aux amortissements : 140 K€,
 - o autofinancement : 20 K€,
 - o charges exceptionnelles, annulations des titres de recettes : 50 K€ ;
- recettes de fonctionnement, pour 6 474 K€ (parfaitement en équilibre) :
 - o billetterie artistique : 2 300 K€,
 - o recettes de brasserie, partenariats, location de salles : 695 K€,
 - o participation du Budget Principal à l'équilibre du Budget Annexe : 2 850 K€,
 - o subventions : 552 K€,

- o excédent de la section de fonctionnement : 20 K€,
- o autres recettes : 57 K€ ;
- dépenses d'investissement, pour 272 K€, ce qui comprend :
 - o installation et acquisition de matériel : 237 K€,
 - o développement de logiciels : 10 K€,
 - o acquisition d'une licence : 25 K€ ;
- recettes d'investissement : 272 K€ également, avec :
 - o autofinancement : 20 K€,
 - o amortissements : 140 K€,
- o excédent de la section de fonctionnement : 112 K€.

Le Budget Principal s'équilibre donc comme suit :

- total des dépenses : 6,745 580 M€ ;
- total des recettes : 6,745 580 M€.

Je suppose, même vote ?

Adopté à la très grande majorité.

26. Budget Annexe des Pépinières - Budget Primitif de l'année 2021

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Je rappelle que nous sommes dans un rythme de croisière des Pépinières Startéo et Business Pôle. L'année 2020 est donc marquée par les franchises de loyers. On a accordé une forme de gratuité aux entreprises hébergées dans le but de continuer leur survie lors de la crise sanitaire. En investissement, il sera procédé à du renouvellement classique de mobilier et de matériel informatique.

La composition des dépenses et des recettes est la suivante :

- dépenses :
 - o dépenses de fonctionnement : 1,366 M€,
 - o charges générales, autofinancement : 204 K€,
 - o dépenses de personnel : 142 K€,
 - o charges financières : 55 K€,
 - o dotations aux amortissements : 87 K€,
 - o subventions : 24 K€ ;
- recettes de fonctionnement :
 - o participation du Budget Principal : 835 K€,
 - o produit de l'activité location, refacturation de frais : 487 K€,
 - o subventions : 19 K€,
 - o excédent de la section de fonctionnement de 2020 : 19 K€ ;
- dépenses d'investissement : 635 K€ :
 - o remboursement de capital des emprunts, dépôts et cautionnements versés : 240 K€,
 - o installation, réquisition de matériel : 143 K€,
 - o déficit de la section d'investissement : 233 K€,
 - o remboursement des cautions : 16 K€ ;
- recettes, 635 K€, dont :
 - o dépôts et cautionnements : 21 K€,
 - o autofinancement : 204 K€,
 - o subventions d'investissement : 54 K€,
 - o excédents capitalisés : 269 K€,
 - o amortissements : 87 K€.

Le total des dépenses est donc de 2 001 136,89 M€, ce qui est identique pour les recettes à 2 001 136,89 M€.

On procède au vote. Même vote ?

Ce Budget Principal des Budgets Annexes des Pépinières est donc approuvé à la très grande majorité.

27. Dotation de Solidarité Communautaire de l'année 2021

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Je ne sais pas si vous voulez prendre la parole sur le sujet, Monsieur le Président, ou j'enchaîne directement ?

Monsieur le Président. - Simplement pour dire que l'on est la Communauté d'Agglomération la plus solidaire envers les communes du département des Alpes-Maritimes. C'est encore 4 M€ qui ont été augmentés, à une période, à 6 M€ - lorsque des rythmes scolaires étaient financés en partie par les communes - et sont revenus, très progressivement, à 4 M€. C'est une dotation de plus de 22 € par habitant.

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Merci, Monsieur le Président, de cette précision. Je rajouterai que cette dotation de Solidarité fait l'objet d'un ajustement concernant la commune de Vallauris Golfe-Juan, la seule commune qui comporte un quartier prioritaire de la politique de la ville et qui voit une baisse moindre de sa dotation de Solidarité en compensation. Il vous est donc demandé d'approuver la répartition de la dotation de Solidarité communautaire pour l'année 2021 selon la méthode que je viens de vous expliciter, d'approuver sa répartition - la répartition du montant global par commune tel que précisé dans le rapport -, d'imputer la dépense correspondante au chapitre 0.14 de la section de fonctionnement et d'autoriser Monsieur le Président, ou moi-même, à signer les documents afférents à la bonne exécution de cette délibération.

Monsieur le Président. - Pas d'intervention ? Pas de vote contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée.

28. Détermination des taux de fiscalité directe locale pour l'année 2021

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Comme je l'ai dit en préambule, rien ne change et on continue dans le meilleur des mondes :

Au titre des taxes locales, la taxe foncière sur les propriétés bâties est de 0 %.

La taxe foncière sur les propriétés non bâties est à 0,877 %, tout cela est donc inchangé.

La cotisation foncière des entreprises est à 25,27 %, le lissage étant achevé.

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères est à 8,8 %, ce que l'on a largement évoqué.

Pour l'ensemble des communes de la CASA regroupées en un secteur, le lissage est achevé.

Au titre du versement mobilité, la contribution de versement mobilité est maintenue à 1,5 %.

Au titre de la participation au fonctionnement de l'assainissement collectif, ces modalités seront celles qui seront reprises et ce sont celles qui sont applicables et actuellement en vigueur sur l'ensemble des communes membres remettant de la compétence au 31 décembre à la CASA.

Monsieur le Président. - Juste une remarque sur le versement mobilité qui est 1,5 %, qui est aussi la taxe sur les entreprises la plus basse du département et qui correspond à une modération fiscale sur les entreprises. Cela est bien logique dans la période actuelle.

On passe au vote. Qui est contre les taux ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée.

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Les services de l'Administration me demandent une précision sur les votes. Lorsque l'on dit « même vote », cela compte-t-il les abstentions ou pas ? Je ne sais donc pas bien ce que cela veut dire.

Monsieur le Président. - Au début de tout ce qui était « Budget », on a demandé et chacun a pris une position pour l'ensemble des Budgets. Madame MURATORE a apporté des précisions sur ce qu'elle votait et ne votait pas. Puis, il n'y a eu aucune abstention. Il n'y a eu que des votes contre ou des votes pour. Ensuite, on est passé à d'autres délibérations. Dans chaque délibération, là, chacun vote et est sorti de cet accord que nous avons mis pour faciliter le vote. J'ai compris cela.

Monsieur Gérald LOMBARDO. - C'est également ce que j'ai compris.

Monsieur le Président. - Madame MURATORE.

Madame Michèle MURATORE. - Je voulais intervenir sur la 28. On le même problème : il y a tous les taux et il n'y a pas la GeMAPI. Je vais donc m'abstenir. Je ne vote pas contre puisque les autres ne changent pas, mais je vais m'abstenir, car on a toujours le problème de la GeMAPI. Merci.

Monsieur le Président. - Je reprends donc la 28 : il y a une abstention.

29. Substitution de la CASA à ses Communes membres pour le prélèvement du Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Je rappelle qu'à l'occasion de la réforme fiscale de 2010 - la suppression de la taxe professionnelle par la cotisation économique territoriale - l'État a créé un mécanisme destiné à en neutraliser les effets financiers. Ainsi, le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources du FNGIR vient compléter ou écrêter les recettes fiscales du bloc communal. Le Code général des impôts prévoit qu'un EPCI - en l'occurrence la CASA - peut, sur délibération concordante de son organe délibérant et des conseils municipaux de ses communes membres, prendre à sa charge le prélèvement imputé à ces dernières au titre du FNGIR. Sur la CASA, ce sont sept communes qui sont en situation de prélèvement du FNGIR.

Je vais vous citer les communes aux caractéristiques communes rurales. Cela représente un montant global de 210 K€. Ce prélèvement sera pris en charge par la CASA à compter de l'année 2022 pour les communes de : Bézaudun-les-Alpes, Bouyon, Conségudes, Coursegoules, Gréolières, La Roque-en-Provence et Les Ferres.

Il s'agit donc d'apporter un soutien communautaire à ces communes rurales.

Je fais procéder au vote.

Y a-t-il des votes contre ?

Monsieur le Président. - Monsieur Malfatto m'a demandé la parole.

Monsieur Marc Malfatto. - Monsieur le Président, chers collègues, cette délibération répond à une sagesse du législateur de la 13^e législature - ainsi, personne ne se reconnaîtra - qui permet aux EPCI de se substituer aux communes qui versent au FNGIR. Ces législateurs avaient certainement anticipé les difficultés que pourraient rencontrer certaines communes au fil du temps. Je ne vais pas insister sur les douze critères qui font le FNGIR. Les usines à gaz n'en sont pas une, mais le FNGIR, lui, en est une. Pour celles et ceux qui voudraient malgré tout approfondir le sujet, je les invite à consulter l'article 1609 nonies C du Code général des impôts. Comme l'a dit le Vice-Président LOMBARDO, cinq communes reçoivent du FNGIR et sept contribuent au FNGIR. C'est désormais la CASA qui va se substituer à ces communes à partir de 2022.

C'est un acte de solidarité fort de la CASA qui marque ainsi son attachement au renforcement des capacités des petites communes à travailler à leur développement. Depuis 2010, les ressources des communes qui viennent de l'État ont diminué, mais le prélèvement au titre du FNGIR est

resté figé. Pour illustrer le propos, en 2010, le FNGIR représente un prélèvement de 43 % sur les ressources de certaines de ces communes qui sont versées par l'État. Aujourd'hui, cela représente 57 % de ce prélèvement, ce qui se traduit par une perte non négligeable pour les communes contributaires et rend complexe les actions d'investissements. Pour la CASA, c'est une contribution - pour ceux qui croient aux symboles - de 0,0777 % sur le total des recettes des deux sections.

Pour conclure, Monsieur le Président, si la solidarité de la CASA est un principe, c'est surtout un principe actif qui s'adresse ici, au village de la CASA. Nos communes vous remercient pour votre écoute attentive sur ce sujet et le Conseil communautaire pour son vote favorable.

Monsieur le Président. - Merci. Je suis sûr que l'on aura un vote favorable. Ce sont des villages et il est normal que la Communauté d'Agglomération prenne en charge, cela étant possible par la loi, une taxe supplémentaire qui aggrave parfois lourdement leur petit budget. Donc, merci, Monsieur MALFATTO, Maire de Gréolières. Si Monsieur LOMBARDO n'a rien à ajouter, on passe au vote.

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Non, je n'ai rien à ajouter.

Monsieur le Président. - On passe au vote. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée. Nous passons à la 30.

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Monsieur le Président, j'étais en charge de présenter cette délibération qui est très courte. Je vous donne la charge de la faire, puisque je suis pressenti pour être désigné Vice-Président en tant que...

Monsieur le Président. - Je vais vous la présenter.

30. Comité de Suivi du Nouveau Réseau de Proximité des Finances Publiques - Désignation d'un représentant

Monsieur le Président. - La Direction Générale des Finances Publiques a initié en 2019 la refonte de sa présence territoriale. Nous en avons discuté chacun dans nos communes à la suite de visite des services du Trésor. Dans le cadre des modalités de gouvernance de ce Nouveau Réseau de Proximité, la DGFIP a prévu la création d'un Comité de Suivi. Nous devons donc désigner un représentant de la CASA à ce Comité et je vous propose, bien légitimement, Gérald LOMBARDO pour représenter la CASA au Comité de Suivi du Nouveau Réseau de Proximité de Direction Générale des Finances Publiques.

Personne n'est candidat à sa place ? C'est pourtant un beau poste. Personne ne s'abstient ? Personne ne vote contre ? Monsieur LOMBARDO, vous nous représenterez.

On passe maintenant aux Ressources Humaines et en l'absence de Frédéric POMA, Maire de Tourrettes, je vais avoir l'honneur de le remplacer.

31. Ajustement du tableau des effectifs

Monsieur le Président. - Je voudrais vous dire que toutes les délibérations qui vont suivre ont fait l'objet d'un avis unanime avec les partenaires sociaux. Vous me permettrez de remercier l'ensemble des partenaires sociaux, à la CASA comme dans nos villes, qui sont de véritables coproducteurs de service public et avec lesquels le dialogue est fluide et franc. Cela nous permet de dire que dans cet ajustement 31 du tableau des effectifs, il n'y a pas de postes nouveaux. Ce sont des transformations de postes pour l'ensemble de la Direction de la CASA qui existent à Budget constant, avec parallèlement, une réorganisation d'un certain nombre de créations de postes.

Dans la stratégie que nous menons, il y a deux objectifs.

Le premier objectif est de valoriser l'ensemble du personnel de Direction et du personnel en général qui montre des capacités à innover et à s'engager.

Le deuxième objectif est de trouver des moyens de mutualisation avec des services dans lesquels il y a quelquefois une non-étanchéité. Par exemple, la première des compétences de l'agglomération est « Développement économique et aménagement du territoire » et l'aménagement du territoire mérite que l'on travaille un certain nombre de communes pour faire en sorte que les PLU - dont nous ne voulons pas qu'ils deviennent des PLU intercommunaux - restent du domaine du maire. Il faut donc une coordination.

C'est la raison pour laquelle la Direction Générale Adjointe Cadre de Vie - Direction Assainissement, dans la nouvelle compétence, sans coût supplémentaire, est une transformation de postes sur la Direction Générale Développement Économique. C'est un développement agricole que l'on souhaite développer sous la houlette d'Emmanuel DELMOTTE. Et sur la Direction Générale Adjointe Vie Sociale et Culturelle, c'est Madame REVEAUX qui a une promotion et qui s'est occupée du logement social de manière remarquable et qui, désormais, devient Directrice Générale Adjointe. Avec une transformation d'un poste qui antérieurement était dans une autre thématique, Monsieur Gervais DE LAFOND devient Délégué aux Affaires Culturelles.

La réorganisation des directions s'assortit aussi d'un certain nombre postes, en accord avec les partenaires sociaux, qui sont : le chargé de développement thématique, le responsable de gestion touristique, un poste d'agent logistique et un poste d'intervenant social. Ces postes ont été réorganisés au sein des services.

C'est donc l'ensemble de ces propositions que je propose à votre approbation.

Personne n'intervient, n'est contre ni s'abstient ? La délibération 31 est adoptée.

32. Mise à disposition partielle du Directeur Général Adjoint Développement Économique et Aménagement Durable - Convention de mutualisation

33. Mise à disposition partielle du Directeur Aménagement Environnement - Convention de mutualisation

Monsieur le Président. - Sur la 32, c'est Alexandre FOLLOT qui va, de la CASA, un peu s'occuper aussi des villes. Et la 33 va être l'inverse, c'est Madame MENGARELLI qui s'occupe un peu de la ville aujourd'hui qui va aussi un peu s'occuper de la CASA, surtout pour cet aménagement du territoire et pour cette coordination entre le SCOT et le PLU des villes principales.

Sur la 32, je vous propose votre approbation. C'est le même vote ?

La 33 que je viens de nommer, c'est le même vote.

34. Mise à disposition partielle du Délégué aux Affaires Culturelles de la Direction Générale Adjointe Vie Sociale et Culturelle - Convention de mutualisation

Monsieur le Président. - Là aussi, on décroïsonne entre les villes, en particulier la ville principale et la CASA. Je propose donc le même vote. Personne n'est contre ni s'abstient ?

35. Mise à disposition partielle du Délégué aux Affaires Sociales de la Direction Générale Adjointe Vie Sociale et Culturelle - Convention de mutualisation

Monsieur le Président. - Cela complète ce que l'on disait antérieurement sur le cofinancement de ces postes.

Personne n'est contre ni s'abstient ?

36. RIFSEEP et répertoire des fonctions - Actualisation

Monsieur le Président. - Le RIFSEEP, un joli acronyme, qui est le régime indemnitaire des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel. Il récompense par les primes l'engagement des agents sur leur compétence et leur innovation. C'est une proposition d'harmonisation de l'ensemble des services de Direction sur la même base. Je propose donc le vote.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

37. Règlement des astreintes et indemnités - Actualisation

Monsieur le Président. - C'est une actualisation qui s'étend aux Directions Générales Adjointes. Personne n'est contre ni s'abstient ?

38. Taux de promotion pour les avancements de grade - Actualisation

Monsieur le Président. - C'est une actualisation avec un cadre d'emploi que l'on ajoute à l'ensemble. Il s'agit des assistants socio-éducatifs qui n'étaient pas inclus dans l'ensemble de ces grilles jusqu'à présent.

Personne n'est contre ni s'abstient ?

Je vous rappelle que tout cela est le fruit - et je remercie à la fois l'Administration et les partenaires sociaux - d'un dialogue constructif qui, vous le voyez, peut être un dialogue qui n'est pas inflationniste. On reste à effectif constant et à financement constant et pour autant, on permet la promotion des gens les plus motivés, les plus engagés et on récompense le mérite et l'effort.

Concernant le développement rural et l'agriculture, c'est évidemment Emmanuel DELMOTTE qui nous en parle et qui, peut-être, nous rappelle nos engagements agricoles très forts sur la Communauté d'Agglomération.

39. Agriculture - AAP FEADER « Préservation du foncier agricole » pour la remise en état de friches agricoles - Nouvelle convention financière avec les communes

Monsieur Emmanuel DELMOTTE. - Merci, Monsieur le Président. Mes chers collègues, bonjour. Je vais essentiellement essayer de vous présenter les deux délibérations dans le contexte de la stratégie agricole de la CASA. Un petit rappel sur cet engagement fort et j'espère partagé par l'ensemble des collègues du Conseil.

Il existe six axes pour la stratégie agricole de la CASA.

Il y a un axe important sur le foncier agricole, notamment avec une particularité de la collectivité qui intervient sur des fonds de concours. C'est la seule collectivité qui intervient sur des fonds de concours pour les communes, pour l'achat de terres agricoles.

Il existe une veille foncière au travers d'une contractualisation avec une convention d'intervention foncière, avec l'organisme qui est la SAFER, pour une veille foncière sur les terrains agricoles.

Il existe un appui lors du classement dans les études de PLU sur les zones agricoles. On fait un travail assez important avec les services d'urbanisme sur le disponible des fonciers agricoles pour la production.

Un rappel important : la CASA est chef de file dans un appel à projets du Fonds Européen de Développement Rural sur les stratégies de préservation du foncier agricole. À l'heure actuelle, c'est un portage de 1 M€ qui est mobilisé sur les études de zones agricoles protégées. Deux communes sont concernées, Villeneuve-Loubet et Châteauneuf, mais je sais que d'autres communes ont fait part de leur intérêt pour ce dispositif.

Il existe une animation foncière importante auprès des propriétaires privés pour essayer de mobiliser les fonciers en friches agricoles ou autres et derrière, une opération financière pour pouvoir mettre ces terrains en activité et en état de recevoir des agriculteurs, avec notamment un financement sur les travaux de débroussaillage, de défrichement et des installations de clôtures. Nous verrons la délibération, tout à l'heure, qui concerne ce dispositif.

Deuxième axe. Lorsque l'on a du foncier, il nous faut des agriculteurs. Donc, installer des agriculteurs, c'est soutenir un accompagnement pour des projets agricoles des communes. On voit cela sur plusieurs axes, notamment, la délibération qui va concerner la convention avec la Chambre d'Agriculture qui est le partenaire principal de l'agriculture sur le territoire. Mais également, on l'a vu vendredi avec le premier Comité de pilotage sur les espaces tests agricoles, c'est-à-dire essayer de nouveaux dispositifs permettant... Je vous rappelle que le monde agricole a énormément changé et que le retour à l'agriculture ne se fait plus au travers de fils d'agriculteurs, mais de reconversions professionnelles. Ces reconversions professionnelles nécessitent de la formation, mais également de l'accompagnement sur le territoire.

La stratégie agricole s'oriente autour de plusieurs axes. En effet, outre l'agriculture de production alimentaire, il y a aussi dans notre territoire une agriculture plutôt économique au travers les filières des plantes à parfum qui intéressent le Haut et le Moyen-Pays, notamment avec nos camarades de Capières, Coursegoules, Gréolières qui ont relancé les plantes à parfum et la lavande sauvage, mais aussi le bigaradier au Bar-sur-Loup ou à Vallauris. Il s'agit donc de produits d'exception qui peuvent rejoindre une industrie d'exception qui est l'industrie de la parfumerie ou de l'aromatique.

Au centre d'une technopole comme Sophia Antipolis avec de l'intelligence artificielle, on ne pouvait que soutenir les projets agricoles innovants, notamment les projets autour de la haute valeur environnementale, la qualité environnementale, les énergies renouvelables. Donc, on a des partenariats avec la technopole et avec le département dans le cadre du « Green Deal ».

Pour compléter ce développement sur les stratégies, un projet qui me tient particulièrement à cœur est de développer les projets alimentaires du territoire. Je sais, Monsieur le Président, que vous avez porté cette vision au travers de Cap Azur le 8 avril. En effet, on s'aperçoit qu'après les problématiques de COVID et de relocalisation de l'agriculture et de l'alimentation sur les territoires - que l'on appelle « de résilience » -, il est nécessaire d'accompagner une politique d'alimentation durable sur notre territoire, notamment pour répondre à nos besoins réglementaires de la loi EGalim, Monsieur le Député, mais surtout pour des raisons de santé, puisque comme disait Lionnel LUCA, «avec l'air et l'eau», l'alimentation est peut-être le troisième élément de santé du corps.

Nous avons donc cette chance sur le territoire de pouvoir alimenter des projets alimentaires et d'être leaders dans ces projets et sur les territoires.

Enfin, comme tout projet sur la CASA, toute politique portée par la CASA nécessite une sensibilisation des publics, tant scolaires que les publics de nos populations, avec des soutiens aux événements agricoles, avec des organisations de chantier et de restauration et avec la réalisation de projets pédagogiques autour des partenaires importants qui sont sur les territoires. Sur la commune d'Opio, nous avons le Moulin d'Opio qui est le plus gros moulin du département. Nous avons également le centre de formation « Campus Vert d'Azur » qui est le quatrième lycée le plus important de France en matière d'organisation et de filières arboricoles et horticoles.

Voilà, Monsieur le Président, sur les deux délibérations que je vais vous présenter.

Le dernier slide concerne la convention de partenariat qui nous lie à la Chambre d'Agriculture. C'est une convention de partenariat triennale qui s'active autour de cinq axes. Tous les ans, nous détaillons cette convention triennale sur une convention annuelle en fixant les objectifs et les montants financiers alloués à cette convention.

Les cinq axes sont les suivants :

- développer une installation ;
- mobiliser du foncier ;
- pérenniser l'allocation agricole des terrains ;
- accroître la commercialisation des produits locaux ;
- faciliter la transition écologique des exploitations.

Voilà, Monsieur le Président, rapidement, car je sais que cela a été un peu long pour toutes les autres délibérations. Mais, je sais surtout que l'agriculture est quelque chose qui nous unit tous. Je vais donc vous présenter les délibérations.

La délibération n° 39 qui concerne la possibilité d'étendre... Vous savez que l'on a étendu, lors du Conseil communautaire dernier, l'action du FEADER, la possibilité qu'avaient 14 communes de répondre à cet appel à projets aux 24 communes de la CASA.

Nous avons aussi une possibilité - cette collectivité CASA est la seule qui le permet dans le département - d'avancer ces fonds financiers. C'est-à-dire que les communes ne font pas l'avance de trésorerie à l'Europe, mais la CASA se charge de faire cette avance. C'est donc une convention financière avec les communes et c'est l'objet de cette délibération d'étendre aux 24 communes cette possibilité d'avoir une avance financière par la CASA pour le Fonds Européen.

Voilà, Monsieur le Président, si vous voulez passer au vote de cette convention.

Monsieur le Président. - Bravo. Je dis « Bravo » très sincèrement, car il y a eu une période où l'on avait l'impression que l'on prêchait un peu dans le désert, où c'était quelque chose d'anecdotique dans un ou deux villages de la CASA. Et progressivement - peut-être que la COVID nous y a aidés -, un peu plus de lucidité, de proximité et de qualité ont été réclamées. Aujourd'hui, on voit que l'on n'est plus uniquement en train d'essayer de convaincre le fils de l'agriculteur de prendre le relai. On observe donc plutôt de nouvelles vocations dans une période où l'on avait des terrains, mais où l'on n'avait pas d'agriculteurs. On commence à avoir des demandes qui sont presque équivalentes aux besoins. Je ne vais pas vous dire « quoi qu'il en coûte », mais oui, la CASA est totalement engagée, non seulement pour la préservation, mais pour la reconquête agricole de cette terre, dans des terres qui sont aussi des terres littorales. Le développement agricole n'est pas obligatoirement dans les villages. Il l'est bien sûr presque naturellement chez eux, mais il doit aussi l'être sur l'ensemble du territoire. C'est une très bonne chose que l'ensemble des communes s'y engagent.

Il n'y a pas d'intervention ? Madame DEBORDE. Vous n'êtes pas inscrite, vous non plus. Cela faciliterait les choses. Mais, on demande la parole, on l'a. Ici, c'est comme cela.

Madame Élisabeth DEBORDE. - C'était vraiment simplement pour souligner l'intérêt, en effet, de cette dynamique. Car, vous avez souligné l'intérêt de ne pas faire uniquement de l'agriculture dans les zones qui traditionnellement étaient ciblées par ces activités. C'est juste pour rappeler que, depuis juin, le schéma régional demande aux communes de discerner leur potentiel agricole et demande de préserver le potentiel de maraîchage à proximité des lieux les plus urbanisés. Et quelquefois, c'est quelque chose que l'on n'a pas encore à l'esprit. C'était donc pour rappeler cette nouvelle voie de réflexion sur le potentiel de maraîchage à proximité des lieux les plus urbanisés. Souvent, cela va être le potager d'une personne peut-être décédée, malheureusement, dans un village, et l'on imagine que cela va être vendu évidemment pour une villa. Mais en fait, souvent, ce potager - qui était relictuel, comme on dit normalement, on pourrait presque dire résiduel dans ces espaces souvent urbanisés -, c'est justement ce potentiel de maraîchage qui doit être préservé, car il est cultivé depuis longtemps et la terre est particulièrement riche. Merci.

Monsieur le Président. - Merci, Madame. J'ai bien fait de vous donner la parole. Effectivement, regardez les succès que nous avons aujourd'hui sur quelque chose qui n'existait pas avant, les jardins partagés, dans lesquels il y a une production locale. Bien sûr, elle n'est pas industrielle, elle n'est pas massive, mais on voit bien qu'il y a ce désir. De plus, Monsieur le Président DELMOTTE l'a

rappelé, on a la chance d'avoir le Lycée Vert d'Azur qui est en capacité d'exploiter des terres au-delà de l'espace du lycée, avec lequel, je l'espère, on va nouer un beau partenariat sur la Villa Thuret et sur la Plaine de la Brague. De temps en temps, vous soulignez le malheur personnel d'une personne qui peut faire un projet. Il y a aussi, effectivement, les difficultés que l'on rencontre dans les zones inondables, mais qui peuvent être des cultures maraîchères et qui peuvent être exploitées de manière agricole. Après tout, les Romains cultivaient la Plaine de la Brague, car le limon et l'alluvion qu'apportaient les inondations et les débordements répétés avaient fait une terre riche. Il est bien que l'on revienne de temps en temps aux sources, à l'origine et à la terre. C'est un voyage odysseén.

Dans ce cadre, je vous propose d'adopter la 39.

Personne n'est contre ?

Il n'y a pas d'abstention ?

On passe à un partenariat avec la Chambre d'Agriculture, avec toujours Monsieur DELMOTTE.

40. Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes - Convention-cadre 2021-2023

Monsieur Emmanuel DELMOTTE. - Oui, Monsieur le Président, j'ai déjà annoncé les axes de travail sur cette convention-cadre de 2021-2023, qui permet d'aller sur les cinq axes : développer l'installation, mobiliser le foncier, pérenniser la vocation agricole, accroître la commercialisation et faciliter la transition écologique des exploitations. Je rappelle que la Chambre d'Agriculture est le partenaire principal de la profession agricole sur le territoire, plus tous les autres intervenants qui existent. De plus, la convention-cadre fait l'objet d'une convention annuelle, financière et d'objectifs, qui est débattue et qui est en cours d'écriture.

Peut-être, pour rebondir sur ce qui a été dit tout à l'heure, on peut faire de l'agriculture en ville. On est en train de travailler sur des projets agricoles urbains, des fermes urbaines qui permettront d'avoir dans des quartiers, de la récupération de foncier, de friches industrielles. Il faut savoir que l'on n'arrivera pas à nourrir l'intégralité de la population si l'on n'a pas des fermes RD Haute Valeur Environnementale et technique. C'était un petit point de précision.

Monsieur le Président. - Très bien.

Sur la 40, même vote ?

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

On passe maintenant à la mobilité transport et c'est, bien sûr, Thierry OCCELLI qui nous présente la 41 et 42.

41. Mobilité - Accompagnement au changement de comportement - Convention de partenariat avec E3D Environnement - Avenant n° 1

Monsieur Thierry OCCELLI. - Il s'agit d'un avenant n° 1 et de la convention de partenariat avec E3D Environnement concernant le changement de comportement en lien avec la mobilité sur le domicile/travail. Cette convention avait été signée le 16 décembre 2019 avec E3D Environnement, entreprise spécialisée dans le changement sociétal.

Le deuxième confinement, le télétravail, la réduction des recettes, notamment la crise économique, nous imposent de reporter cette action au mois de septembre. C'est pour cela que, pour cette délibération, on vous demande d'approuver l'avenant n° 1 et la convention de partenariat avec E3D Environnement, et d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant. C'est un report pour le mois de septembre.

Monsieur le Président. - Personne n'est contre ?
Pas d'abstention ?
La délibération est adoptée.

42. Transfert d'entretien de voiries - Convention avec Villeneuve-Loubet

Monsieur Thierry OCCELLI. - En accord avec la commune de Villeneuve-Loubet, c'est un transfert d'entretien de voirie, sur la zone d'activités Pôle Marina 7 où la CASA reprend l'entretien d'un certain secteur de voirie et où la commune de Villeneuve reprend un autre secteur. Une participation financière pour la commune est évaluée à 21 214 € et pour la CASA, évaluée à 34 320 €. Une indemnité forfaitaire de 13 106 € sera versée le 30 juin de chaque année par la commune après émission d'un titre de recette.

Monsieur le Président. - Très bien. C'est clair. C'est une convention entre la commune et la CASA sur des voiries dans une zone d'activités économiques du ressort de la Communauté d'Agglomération. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée.

On passe maintenant la parole à Éric MELE qui nous parle de la charte régionale zéro déchet plastique en méditerranée. Il y a quelque temps, dans cette pièce, on a signé avec le Président MUSELIER une charte que l'on met maintenant en œuvre.

43. Charte régionale zéro déchet plastique en Méditerranée

Monsieur Éric MELE. - On est sur deux chartes, une nationale et une régionale. Nous considérons, bien évidemment, que des millions de tonnes de matières plastiques finissent en mer Méditerranée, ce qui en fait une des mers les plus polluées du monde. On sait aussi que 80 % des déchets marins proviennent de la terre. Donc, l'accumulation des déchets plastiques dans les milieux naturels impacte fortement la biodiversité.

Nous sommes sur deux chartes :

- le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, en partenariat avec l'Agence de la Transition Écologique (ADEME), propose dans la charte nationale une plage sans déchet plastique ;
- la Région Sud Provence-Côte d'Azur propose une charte régionale zéro déchet plastique en Méditerranée.

Ces deux dispositifs auront comme finalité :

- de sensibiliser les parties prenantes du territoire, c'est-à-dire nous, les agglomérations, les communes, les agents, tous les gens qui sont vraiment en lien direct avec cette problématique ;
- une prévention des matières plastiques utilisées ;
- l'optimisation de la gestion des déchets plastiques.

Pour cela, Monsieur le Président, il va falloir que vous désigniez une personne ad hoc pour pouvoir représenter la CASA au sein de cette agence.

Monsieur le Président. - Sur l'agence, je pense que tout le monde est d'accord sur le fait que la Méditerranée n'est pas une mer plastique. Concernant le représentant, je suppose que Monsieur Éric MELE est le mieux placé pour nous représenter.

On passe d'abord à la délibération. Personne n'est contre ni s'abstient ?

Monsieur Éric MELE nous représente ?

Il n'y a pas d'autre candidat ?

Acceptez-vous que l'on vote à main levée ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Monsieur Éric MELE nous représente dans ce vaste et beau projet d'une mer fermée qui ne pourra pas supporter longtemps l'accumulation des matières plastiques.

Sur la délibération suivante, nous passons à l'habitat. C'est Madame NASICA qui présente.

44. Plan Logement d'Abord - Convention pluriannuelle d'objectif 2018-2019 avec l'État - Avenant n° 2

Madame Sophie NASICA. - Monsieur le Président, il s'agit de l'avenant n° 2 de la convention portant sur le plan « Logement d'Abord ». Pour rappel, la CASA avait été sélectionnée en 2018 comme faisant partie des 23 premiers territoires de mise en œuvre accélérée du plan « Logement d'Abord » afin de favoriser l'accès au logement des personnes sans domicile ou mal logées. La Métropole Nice Côte d'Azur avait également été lauréate et il y a eu des actions conjointes CASA/Métropole Nice Côte d'Azur.

La convention initiale portait sur la période 2018-2019. Il faut savoir que 207 200 € avaient été alloués par l'État pour le territoire de la CASA. De plus, un premier avenant conclu pour la période 2019-2020 avec 236 000 € alloués par l'État pour la CASA. Afin de poursuivre l'action, le second avenant fixe le montant prévisionnel des actions pour 2021 pour le montant de 219 209 €.

À titre d'exemple, les quelques actions financées pour 2021 sont les suivantes :

- un poste de coordinateur qui est dédié à temps plein pour la mise en place de cette action ;
- des actions de lutte contre la sous-occupation des logements sociaux ;
- une Nuit de la Solidarité ;
- la création du Comité inter bailleur.

Il est donc proposé au Conseil communautaire d'approuver cet avenant n° 2 et de vous autoriser, Monsieur le Président, à le signer, ainsi que de solliciter l'État concernant le versement de la subvention pour l'année 2021.

Je vous remercie.

Monsieur le Président. - Concernant cette convention, en dehors du fait que l'on est lauréat - on est lauréat sur un engagement et un accompagnement de l'État -, je rappelle que l'accueil des plus démunis relève de l'État et que ce sont les communes qui le font. Lorsque l'État vient sanctionner l'absence de logements sociaux suivant ses critères quantitatifs, il devrait aussi prendre en compte le fait qu'à la CASA, et dans la ville d'Antibes en particulier, on ne laisse pas en hiver quelqu'un seul dans la nuit ou sous la pluie. Je ne vous dirais pas que c'est un engagement public. C'est un engagement humain. Si l'on ne fait pas cela, il n'y a pas possibilité de faire le reste. S'il n'y a pas ce minimum de solidarité et de fraternité, il ne peut pas y avoir de la rigueur et de l'autorité. Les choses vont, à mon avis, de pair. D'ailleurs, cela va de pair dans l'accueil que l'on a mis en place. Les sans domicile fixe qui sont hébergés paient 1 euro quand même, ce qui montre que cette solidarité s'exerce avec un engagement. Il y a des règles, lesquelles sont assez classiques : règles de comportement, règle d'attitude, des règles vestimentaires, qui font que, oui, la fraternité se fait aussi dans la rigueur et dans l'autorité.

Nous avons donc pris cet engagement et nous le menons avec une aide minime de l'État. Mais, dans la réflexion qu'il pourrait y avoir au niveau de l'État, peut-être devrait-il se poser la question de savoir si ces hébergements qui ne sont absolument pas comptabilisés dans la solidarité de l'habitat ne devraient pas y contribuer et que les villes qui sont engagées comme la CASA puissent avoir aussi une diminution de leurs pénalités SRU. Héberger un pauvre dans la nuit et dans le froid ne rapporte pas une voix. Pas une voix. Je dirais même que, de temps en temps, cela peut en faire perdre. Et en même temps, cela coûte de l'argent. Et ce n'est pas la compétence des Communautés d'Agglomération ni des villes. On le fait parce qu'il y a au fond de chacun d'entre nous, je l'espère, ce devoir d'humanité qui dit « Je ne peux pas laisser faire cela, car nous sommes sur la Côte d'Azur, parce que nous sommes des villes

qui sont relativement riches, parce qu'il y a simplement des choses que l'on n'accepte pas ». Ce n'est pas dans la loi, mais c'est dans la loi, comme dirait Antigone, " non écrite des dieux ". Donc, dans ces lois non écrites des dieux, il y a les lois des hommes et les lois intérieures des hommes priment les taxes SRU.

Je vous remercie, Madame NASICA, de cet engagement que nous prolongerons.

Je passe au vote.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Je vous remercie.

45. Prise de délégation des aides à la pierre par la CASA pour la période 2021-2026 - Conventions avec l'État et l'Anah

Madame Sophie NASICA. - Il s'agit tout simplement d'une modification d'une délibération du Conseil communautaire de décembre 2020. En effet, une nouvelle délibération est proposée aujourd'hui dans le cadre de cette délégation des aides à la pierre établie entre la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis et l'État pour une durée de 6 ans.

Pour rappel, la délégation des aides à la pierre permet de se positionner au plus près des demandes des collectivités et des villes en ce qui concerne la politique locale de l'habitat. Elle permet aussi de récupérer les prélèvements SRU des communes.

Aujourd'hui, il est demandé un passage de type 2 vers un type 3, à savoir la gestion des aides et l'instruction des dossiers par les services de la CASA dès 2023. Effectivement, nous souhaitons passer progressivement à la fin de la délégation de type 2 vers une délégation de type 3.

Il est proposé au Conseil communautaire d'approuver cette convention-cadre pour la période 2021 et 2026 et de vous autoriser, Monsieur le Président, à signer toutes ces conventions.

Je vous remercie.

Monsieur le Président. - Merci. En dehors du côté que "quand on prend une compétence, on la prend en entier" et qui justifie que l'aide à la pierre fasse qu'à partir du moment où la Communauté d'Agglomération a la responsabilité de l'habitat en partenariat avec les villes qui conservent leur PLU, il était important que nous ayons l'aide à la pierre.

Je rappelle aussi que le fait d'avoir l'aide à la pierre fait que les pénalités SRU sont reversées en grande partie à la Communauté d'Agglomération qui le réinvestit dans une stratégie qu'elle définit dans sa politique. Ce n'est donc pas une simple pénalité qui serait un impôt supplémentaire dont on n'a pas besoin. Il y a donc un double intérêt : un intérêt de gestion globale et un intérêt de récupération financière. Je le dis avec clarté, car l'un ne va pas sans l'autre. Je passe au vote.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.

Nous passons maintenant à Gilbert HUGUES qui nous présente la Télépépinère Startéo.

46. Télépépinère Startéo - Mise à disposition d'un service pour l'entretien des abords de la Télépépinère - Convention avec la Commune de Châteauneuf

Monsieur Gilbert HUGUES. - Merci, Monsieur le Président. La Télépépinère Startéo a déjà été considérée en 2003 comme d'intérêt communautaire. La CASA a ainsi construit ce bâtiment qui a été opérationnel en 2010. L'objectif était de favoriser le développement du télétravail et la création de nombreuses entreprises dans le Moyen Pays. Nous pouvons constater, dans le contexte actuel sanitaire

que nous traversons, que cette vision était particulièrement pertinente. Cela est donc important, puisque nous sommes 17 ans après le lancement de cette opération.

Toutefois, il est clair que la CASA ne dispose pas des compétences pour s'occuper de l'entretien de ce bâtiment. Aussi, dans un objectif de mutualisation, la commune de Châteauneuf et la CASA ont agréé la nécessité de créer une convention pour que la CASA mette à disposition le personnel pour s'occuper de l'entretien de ce bâtiment. Une convention avait déjà été signée en 2015 pour une durée de 5 ans, qui a été renouvelée. Tel est d'ailleurs l'objet de cette convention.

Il est également prévu un Comité de Suivi dans lequel vous me proposez, Monsieur le Président, de représenter la CASA.

La délibération a pour but d'approuver le renouvellement de la mise à disposition de ce service, de vous autoriser, Monsieur le Président, à signer cette convention et de me désigner - sauf si quelqu'un d'autre veut prendre ma place - à la gestion du Comité de Suivi.

Monsieur le Président. - Merci au village Châteauneuf d'avoir eu cette vision d'avenir et de la poursuivre. On est tous héritiers d'un passé, responsables d'un présent et créateurs d'espérance de l'avenir. Aujourd'hui, Châteauneuf a mis en place une Télépépinière. On aurait pu penser que leur projet pouvait être différent. Il était déjà ancré dans la réalité du monde moderne. Aujourd'hui, il faut donc une convention pour gérer les abords. C'est de la gestion de proximité. Et bien entendu, je vous proposerai, Monsieur Gilbert HUGUES, pour siéger au Comité de Suivi.

Personne n'est contre la délibération ni s'abstient ?

Sur le Comité de Suivi, Gilbert HUGUE est très inquiet pour savoir s'il y a d'autres candidats, mais il n'y en a pas. On le propose à la main levée.

Personne n'est contre ni s'abstient ? Monsieur Gilbert HUGUES nous représentera.

Je passe donc sur une délibération informatique "dans les nuages". Richard THIERY.

47. Services d'informatique en nuage (IAAS/PAAS) - Convention avec l'UGAP

Monsieur Richard THIERY. - Merci, Monsieur le Président, mes chers collègues. Il y a effectivement une délibération informatique très courte et très technique, qui s'inscrit parfaitement dans la stratégie de la CASA de vouloir sécuriser l'ensemble de ses systèmes informatiques et numériques en adhérant à une convention client auprès de l'UGAP, l'Union des Groupements des Achats Publics. Cela correspond essentiellement à deux projets :

- centraliser l'ensemble des connexions pour tous les utilisateurs de la CASA à l'offre Office 365 ;
- permettre à la CASA de sécuriser encore plus ses données en permettant de faire des copies de sauvegarde dans le cloud.

Ces choses qui sont prévues dans la convention de partenariat, en réalité, ne nous engagent en rien, mais vont nous permettre, à la carte, d'adhérer à ces services.

Il est proposé au Conseil communautaire d'approuver les termes de la convention portant conditions particulières des services informatiques en nuage dont le projet est joint en annexe et ainsi, de m'autoriser à signer ladite convention et tous les actes nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Merci.

Monsieur le Président. - Vous, Monsieur le Maire, qui étiez particulièrement féru dans cette situation, je vais dans le cloud, je prends le service qui me convient, je fais mon marché, et quand j'ai fait mon marché, je le rapatrie sur mes informations et je les sécurise. C'est ce qui est le plus séduisant dans l'opération. Je fais mon panier, je fais mon marché et ensuite, plus personne ne peut venir voir ce que j'ai piqué dans le cloud. C'est cela ?

Monsieur Richard THIERY. - C'est à peu près cela, effectivement. Le point également très important dans l'offre de la convention est qu'il y a un service de conseil et d'aide pour justement aider les services à déterminer les prestations les plus appropriées par rapport aux besoins qui sont exprimés. C'est une aide à la décision des besoins exprimés.

Monsieur le Président. - Je n'aurais pas dû poser la question. Cela suscite une autre question de Madame MURATORE. Je lui donne la parole.

Madame Michèle MURATORE. - Effectivement, je n'avais pas prévu, mais je réagis. Il faut être très prudent avec les clouds. Vous avez vu celui qui a brûlé il n'y a pas longtemps, où beaucoup de données ont été perdues. Entre autres, l'Orchestre de Cannes a perdu toutes ses données. Donc, de plus en plus de villes reprennent un cloud spécifique pour elles, de manière à éviter d'être au milieu de n'importe quoi.

Monsieur le Président. - Cela dépend du périmètre.

Madame Michèle MURATORE. - Justement. En plus, le cloud peut être utilisé comme... cela produit de la chaleur et de plus en plus de villes récupèrent leurs données, installent le cloud dans un environnement urbanisé et cela devient un chauffage ou la climatisation l'été. C'est donc une réflexion à mener que je suggère, car c'est quand même très intéressant.

Monsieur le Président. - Amener le chauffage par le cloud. Généralement, le cloud amène la pluie et cela ne m'étonne pas que l'Orchestre de Cannes ait perdu la musique dans les nuages, ce qui est quand même la vocation de toute belle musique. Je laisserai Richard THIERY répondre.

Monsieur Richard THIERY. - En l'occurrence, il s'agit de renforcer la sécurité. En effet, la CASA a déjà des serveurs informatiques, des sauvegardes sont faites régulièrement. Si j'ai bien compris, il y a déjà deux systèmes de sauvegarde. Mais l'idée est d'aller encore plus loin et - en réponse à des recommandations de l'Agence Nationale de Sécurité Informatique - d'avoir également accès à la possibilité d'envoyer les données dans le cloud pour pouvoir, en cas de problème supplémentaire, y avoir accès. On renforce donc la sécurité.

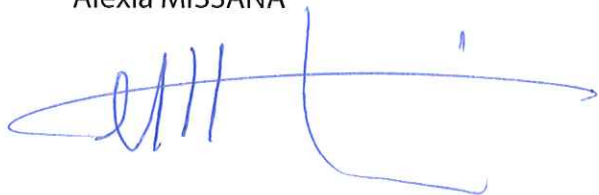
Monsieur le Président. - Si vous voulez des leçons particulières, David SIMPLOT, qui est présent, et Richard THIERY sont à votre disposition.

Je vous demande donc de voter cette délibération.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie pour votre présence et votre participation. Je ne vous annonce pas de date particulière... 28 juin, juste après les élections régionales et départementales, puisque je viens de recevoir un message qui dit que l'ensemble des maires de la France sont majoritairement favorables au non-report des élections, sauf situation sanitaire nous l'imposant.

La séance est levée à 19h10.

La secrétaire de séance,
Alexia MISSANA



AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 05/07/2021
Numéro : CC_2021_072
Nature : DE - Deliberations
Objet : Procès verbal de la séance du 12 avril 2021 - Approbation
Matière : 5.2 - Fonctionnement des assemblées

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 0BQB7x7

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/07/2021
Identifiant : 006-240600585-20210705-CC_2021_072-DE

Acte reçu

Date : 05/07/2021
Numéro interne : CC_2021_072
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 2
Objet : Procès verbal de la séance du 12 avril 2021 - Approbation
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210705-CC_2021_072-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_072-DE-1-1_2.PDF

N